

- Département de l'Isère -



Parc d'activités de Bièvre Dauphine - 1352 rue Augustin Blanchet - 38690 COLOMBE
Tel : 04.76.06.10.94 - Fax : 04.76.06.40.98
Mail : contact@cc-bievre-est.fr

ETUDE DE PRISE DES COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT

RAPPORT FINAL

PHASE 2 : Préparation au transfert de compétence

Dossier 166-32
31 décembre 2017



Bureau d'Études Techniques
137, rue Mayoussard - CENTR'ALP
38430 MOIRANS

Tél. : 04 76 35 39 58
Fax : 04 76 35 67 14
E.mail : alpetudes@alpetudes.fr

SOMMAIRE

CONTEXTE DE L'ETUDE	2
PHASE 2 - SITUATION DES COLLECTIVITES AU REGARD DE L'OBJECTIF DE QUALITE DE SERVICE TYPE ET MISE A NIVEAU DES SERVICES	3
I - AVANTAGES DU TRANSFERT DE COMPETENCE EAU ET ASSAINISSEMENT A LA C.C.B.E.	3
II - MODE DE GESTION	4
III - TRANSFERT DU PERSONNEL	7
IV - ORGANIGRAMME DU FUTUR SERVICE	10
V - SYNTHESE POUR L'EAU POTABLE	11
VI - SYNTHESE POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	12
VII - PLANS PREVISIONNELS D'INVESTISSEMENT	13
VII.1 - Généralités	13
VII.2 - Plan prévisionnel d'investissement pour l'eau potable	13
VII.3 - Plan prévisionnel d'investissement pour l'eaux usées	13
VIII - SIMULATION TARIFAIRE	14
VIII.1 - Rappel phase 1 – prix de l'eau et assainissement actuel € HT	14
VIII.2 - Rappel phase 1 – prix de l'eau et assainissement actuel € TTC	14
VIII.3 - Simulation du prix de l'eau	15
IX - CONCLUSION	16
ANNEXES	17

CONTEXTE DE L'ETUDE

Depuis quelques années, la Communauté de Communes de Bièvre Est (C.C.B.E.) travaille sur la prise de compétence Eau et Assainissement.

Après une première étude qui n'a pas permis aux élus de se positionner sur le bienfondé de transférer les deux compétences à la Communauté de Communes, la loi NOTRe a rendu obligatoire le transfert des compétences eau potable et assainissement aux communautés de communes avant le 1^{er} janvier 2020. La CCBE a donc lancé une nouvelle étude technico-financière afin de dresser un bilan des services existants sur le territoire et de définir les modalités de cette prise de compétences.

L'objectif de l'étude est de dresser un état des lieux et un diagnostic technique des réseaux d'eau potable et d'assainissement, d'étudier le fonctionnement des services et de réaliser une synthèse des travaux à entreprendre.

Pour cela, chaque commune et EPCI ont reçu un questionnaire permettant d'obtenir l'ensemble des informations importantes sur la gestion et le patrimoine des services eau potable et assainissement collectif. Un entretien individuel avec chacune des entités est venu compléter ce questionnaire. Le dépouillement des questionnaires et l'analyse des entretiens ont permis de dresser un état des lieux et un diagnostic du fonctionnement par commune ou EPCI. Ces éléments sont présentés en phase 1.

Le présent rapport correspond à la phase 2 de cette étude. Il présente les objectifs de service fixés par les élus et le programme de travaux consolidé ainsi qu'une proposition de hiérarchisation des investissements.

Parallèlement à cette étude technique, la CCBE a souhaité évaluer le volet financier et fiscal des services d'eau potable et d'assainissement. L'impact fiscal et financier est établi par le cabinet de conseil en finances et fiscalité locales Stratorial Finances.

PHASE 2 - SITUATION DES COLLECTIVITES AU REGARD DE L'OBJECTIF DE QUALITE DE SERVICE TYPE ET MISE A NIVEAU DES SERVICES

I - AVANTAGES DU TRANSFERT DE COMPETENCE EAU ET ASSAINISSEMENT A LA C.C.B.E.

Le principal avantage, induit par la mutualisation des services, est l'amélioration de l'efficacité du service rendu.

- Mise en place d'un service d'astreinte pour assurer un service en continu ;
- Amélioration et harmonisation de la connaissance patrimoniale avec la mise en place d'un S.I.G. (Système d'Information Géographique) et d'outils de surveillance et de contrôle des ouvrages structurants (télégestion) à l'échelle du territoire ;
- Mise en place d'un service pour répondre aux D.T. (Déclaration de Travaux) et D.I.C.T. (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux) obligatoires, de plus en plus complexes notamment pour les petites communes ;
- Mise en place de missions opérationnelles et fonctionnelles telles que gestion de personnel, gestion administrative et financière, informatique, expertise juridique, expertise fonctionnelle, ...

En prenant la compétence eau et assainissement, la C.C.B.E. pourra rationaliser des dépenses vis-à-vis :

- des moyens humains ;
- des moyens logistiques généraux (locaux, engins, équipements, matériels, véhicules, ...) ;
- des investissements qui seront engagés dans des marchés représentant des volumes permettant d'obtenir des niveaux de prix plus bas.

Les moyens financiers seront mutualisés et permettront à certaines communes de réaliser des investissements qu'elles n'auraient pas pu supporter seules. La C.C.B.E. pourra bénéficier d'un taux de subvention plus important.

La prise de compétence à l'échelle intercommunale permettra d'avoir une vision de la problématique eau et assainissement au sens large de la collectivité ce qui permettra d'apporter des solutions cohérentes sur le territoire, rationaliser et hiérarchiser les investissements.

Des travaux d'interconnexion en eau potable pourront être envisagés tels que Grand Lemps / Colombe et Izeaux / Beaucroissant.

II - MODE DE GESTION

Le tableau suivant présente les différents modes de gestion envisageable pour les nouveaux services eau et assainissement de la Bièvre Est.

Mode de gestion	Principe de gestion		Investissement	Rémunération du gestionnaire
Régie directe	La collectivité assume directement la gestion de leurs services.	<u>Prestations de service partielles</u> : La collectivité fait appel à des entreprises spécialisées pour réaliser certaines interventions sur son réseau.	Collectivité	Totalité des redevances des usagers
		<u>Prestations de service totales :</u> La collectivité fait appel à des entreprises spécialisées pour gérer l'ensemble de son réseau.	Collectivité	Totalité des redevances des usagers
DSP * - Affermage	La collectivité décide et finance les investissements et reste propriétaire des équipements, tandis que l'entreprise délégataire (le fermier) exploite et entretient les équipements.		Collectivité	Partie des redevances des usagers
DSP * - Concession	L'entreprise délégataire (le concessionnaire du service) finance, réalise et exploite les équipements pour le compte de la collectivité. Durée plus longue que l'affermage (max 20 ans). Exploitation aux risques et périls du concessionnaire.		Concession -naire	Totalité des redevances des usagers

* Principales DSP

Le tableau suivant présente la situation actuelle des modes de gestion.

Mode de gestion		
Régie		Régie + prestations de service partielles <ul style="list-style-type: none"> - Beaucroissant (AEP+EU) - Bévenais (AC) - Bizannes (AEP+AC) - Burcin (AEP+AC) - SMEAHB (AEP+AC) – Châbons + ... - Eydoche (AC) - Flachères (AC) - Izeaux (AEP+AC) - SIAIS (AC) - Le Grand Lemps (AEP+AC) - Renage (AEP+AC) - SMERB (AEP+AC) – Saint Didier de Bizannes + ...
		Régie + prestations de service TOTALES <ul style="list-style-type: none"> - SIERA (AEP+AC) – Apprieu + Colombe + Oyeu
Délégation Service Public	Affermage	Fermier <ul style="list-style-type: none"> - Bévenais (AEP) – SAUR - SIEGC (AEP) – SDEI - Eydoche + Flachères
	Concession	Aucune structure

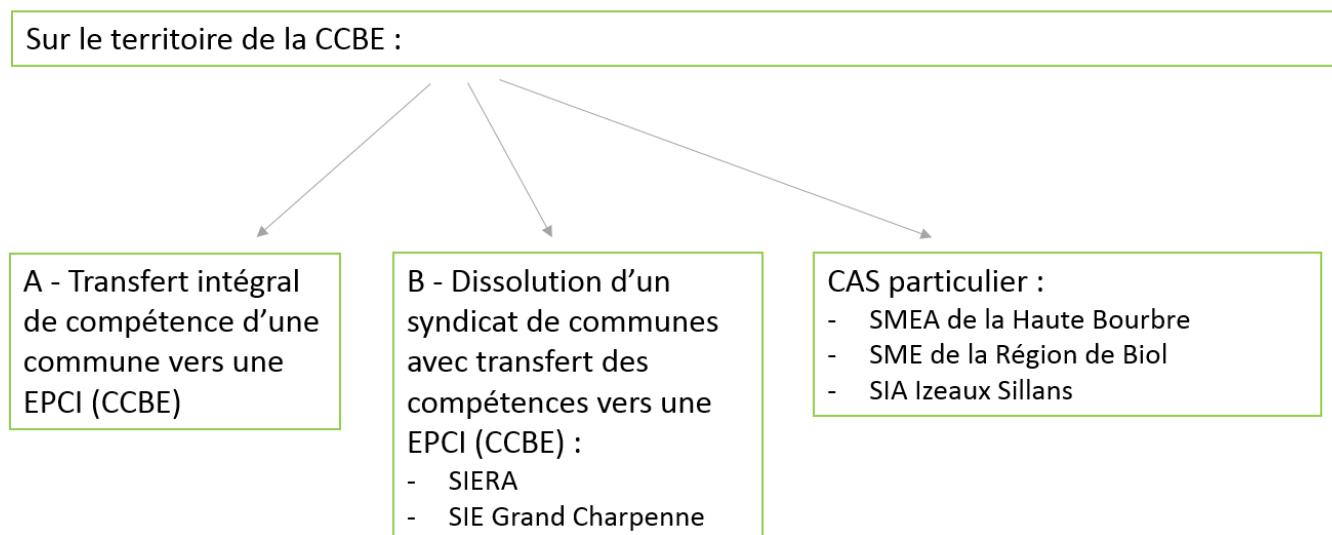
	Gestion directe (régie)	Gestion déléguée (DSP)
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> - Proximité de l'utilisateur - Implication au quotidien des élus - Maîtrise de la gestion du personnel - Transparence du budget du service - Acquisition d'une expertise propre - Meilleure connaissance journalière des activités - Plus de souplesse sur la fixation des tarifs (simple délibération) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fait appel à des grands groupes : • Expertise technique • Capacité financière importante • Savoir-faire - Responsabilité partagée - Tarifs fixés pour la durée du contrat - Gestion des astreintes
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion difficile de la trésorerie - Responsabilité directe des élus - Risques financiers et techniques supportés par la collectivité - Nécessité de mise en place d'une bonne organisation et de l'encadrement correspondant - Achats complexes (marchés publics) - Impact sur les fonctions supports - Gestion des astreintes 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôle difficile sans grande lisibilité du service, nécessite une équipe pour un contrôle permanent - Bénéfice nécessaire - Variation des prix en fonction de la concurrence - Responsabilité partagée

CHOIX DE LA COLLECTIVITE pour le mode de gestion :

La collectivité a fait le choix d'une gestion en régie en faisant appel à des prestataires extérieurs pour des missions particulières.

III - TRANSFERT DU PERSONNEL

Le synoptique suivant présente les différentes situations sur le territoire dans le cas de transfert de personnel.



A - TRANSFERT INTEGRAL DE COMPETENCE D'UNE COMMUNE VERS UNE EPCI

1- Agent exerçant **totalem**ent leurs fonctions dans le service transféré

→ Transfert automatique obligatoire

CGCT L5211-4-1	Agent titulaire	Agent non titulaire
Emploi	Transfert de plein droit dans le nouvel établissement dans les conditions de statut de l'emploi initial	Transfert de plein droit dans le nouvel établissement. Conserve la nature de leur engagement (CDD ou CDI) au moment du transfert
Régime indemnitaire	Maintien du régime antérieur s'il est plus favorable Ainsi qu'à titre individuel des avantages antérieurement acquis (L111-loi 84-53)	

A - TRANSFERT INTEGRAL DE COMPETENCE D'UNE COMMUNE VERS UNE EPCI

2- Agent exerçant **en partie** leurs fonctions dans le service transféré

→ La CCBE **peut proposer le transfert**

→ **Choix de l'agent entre le transfert ou la mise à disposition**

CGCT L5211-4-1	Agent titulaire	Agent non titulaire
Emploi	Soit : <ul style="list-style-type: none"> - Transféré pour la partie des fonctions transférées (fonctionnaire intercommunal) - Mis à disposition de l'établissement Si refus du personnel, il est mis à disposition de l'EPCI de plein droit pour la partie de leur fonction relevant du service sans limitation de durée. L'agent est placé sous l'autorité fonctionnelle du président de l'EPCI mais reste géré par la collectivité d'origine. Pas de changement des conditions d'emploi - Convention de mise à disposition	Soit : <ul style="list-style-type: none"> - Transféré pour la partie des fonctions transférées - Mis à disposition de l'établissement Si refus du personnel, il est mis à disposition de l'EPCI pour la partie de leur fonction relevant du service
Régime indemnitaire	Maintien du régime antérieur s'il est plus favorable Ainsi qu'à titre individuel des avantages antérieurement acquis (L111-loi 84-53)	

B – DISSOLUTION D'UNE EPCI

DISSOLUTION D'UN SYNDICAT DE COMMUNES AVEC TRANSFERT DES COMPETENCES VERS UN EPCI

1- Dissolution avec transfert vers un EPCI à fiscalité propre

CGCT L5212-33	Agent titulaire	Agent non titulaire
Emploi	Le personnel relève de plein droit du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi initiales <ul style="list-style-type: none"> - Si impossibilité de proposer un emploi, maintien en surnombre pendant 1 an (Art 97 loi n°84-53) 	Le personnel relève de plein droit du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi initiales <ul style="list-style-type: none"> - Si impossibilité de proposer un emploi, licenciement pour suppression d'emploi (indemnité + allocation perte d'emploi)
Régime indemnitaire	Maintien du régime antérieur s'il est plus favorable Ainsi qu'à titre individuel des avantages antérieurement acquis (L111-loi 84-53)	

Lors d'un transfert vers l'EPCI, plusieurs garanties sont **données aux agents**

1 - Conditions de statut et d'emploi

2 - Régime indemnitaire et des avantages collectivement acquis

3 - Droits acquis

4 - Prestations d'action sociale

5 - Protection sociale complémentaire

Le tableau suivant récapitule le nombre d'équivalent temps pleins recensés.

Collectivité	AEP ou EU	Compétence	Gestion		ETP		Agent transférable ou potentiellement transférable	
							Agent technique	Agent administratif
Apprieu	AEP	SIERA	Régie	+ prestations de service publiques TOTALES LdE	0.80	+ DSP		0.80
	EU	SIERA	Régie					
Beaucroissant	AEP	Communale	Régie	Régie + PdSPP	1.06			
	EU	Communale	Régie					
Bévenais	AEP	Communale	Affermage	DSP - SAUR	0.03	+ DSP		
	EU	Communale	Régie					
Bizannes	AEP	Communale	Régie	Régie + PdSPP		?		
	EU	Communale	Régie					
Bucrin	AEP	Communale	Régie	Régie + PdSPP	0.46			
	EU	Communale	Régie					
Châbons	AEP	SMEAHB	Régie	Régie + PdSPP	1.65			
	EU	SMEAHB	Régie					
Colombe	AEP	SIERA	Régie	+ prestations de service publiques TOTALES LdE		cf Apprieu		
	EU	SIERA	Régie					
Eydoche	AEP	SIJEGC	Affermage	DSP - SDEI	0.09	+ DSP		
	EU	Communale	Régie					
Flachères	AEP	SIJEGC	Affermage	DSP - SDEI	0.06	+ DSP		
	EU	Communale	Régie					
Izeaux	AEP	Communale	Régie	Régie + PdSPP	0.83		0.30	
	EU	Communale + SIA IS	Régie					
Le Grand Lempis	AEP	Communale	Régie	Régie + PdSPP	2.40		1.00 ?	0.50 ?
	EU	Communale	Régie					
Oyeu	AEP	SIERA	Régie	+ prestations de service publiques TOTALES LdE		cf Apprieu		
	EU	SIERA	Régie					
Renage	AEP	Communale	Régie	Régie + PdSPP	2.37		1.00	1.00 ?
	EU	Communale	Régie					
Saint Didier de Bizonne	AEP	SMERB	Régie	Régie + PdSPP	0.55			
	EU	SMERB	Régie					
(*) PdSP = Prestations de service publiques partielles							2.30 ?	2.30 ?
TOTAL					10.30		4.60 ?	

Au total, 10,3 ETP sont recensés sans compter le temps passés par les agents dans le cadre des DSP.

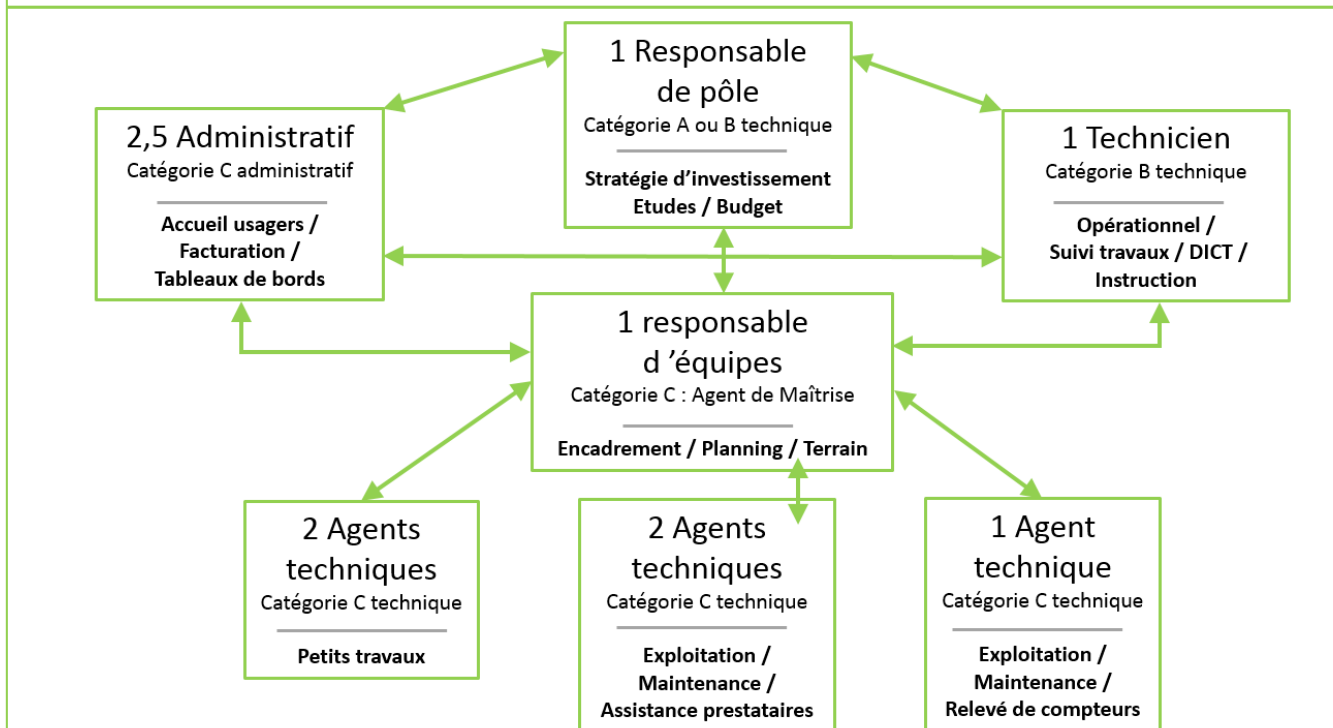
IV - ORGANIGRAMME DU FUTUR SERVICE

La proposition d'organigramme suivant prend en compte le mode de gestion choisi par la collectivité, les équivalents temps-pleins recensés, la charge de travail à réaliser en fonction du nombre d'ouvrages recensés.

FONCTIONNEMENT EN RÉGIE AVEC 10,5 AGENTS

+ 2 ETP pour les fonctions supports

Exploitation et maintenance + petits travaux + astreintes



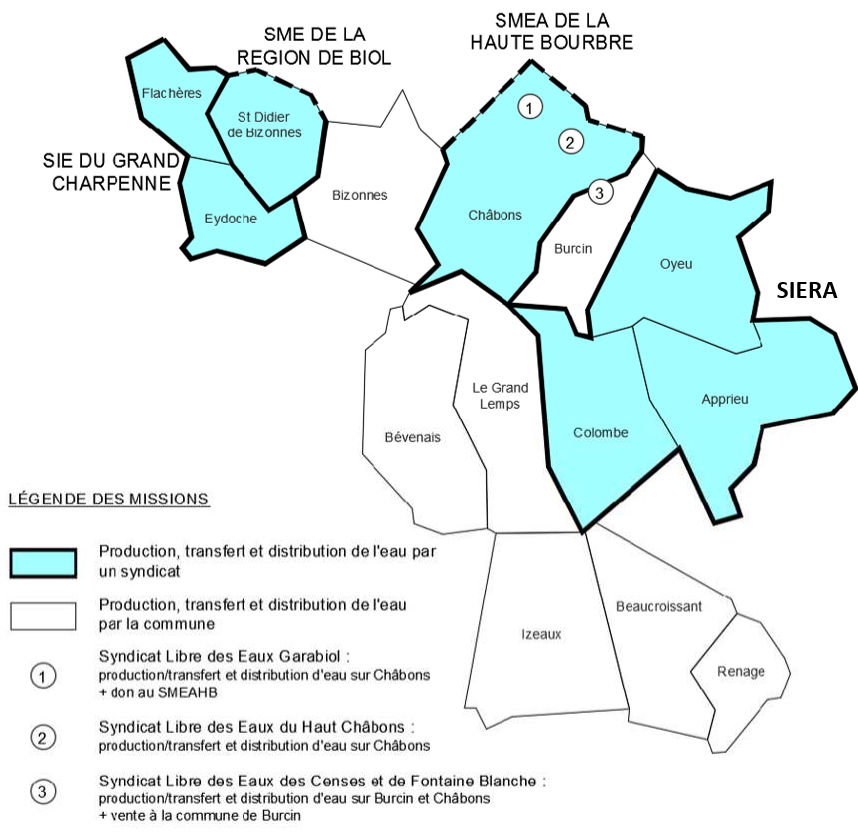
Prestations déléguées : électromécanique ; curage des réseaux ; nettoyage des réservoirs et captages ; travaux structurants ; entretien des périmètres de protection et des abords des ouvrages ; recherche de fuites

V - SYNTHESE POUR L'EAU POTABLE

La compétence eau potable (mission Prélèvement, Traitement et Distribution) est répartie entre:

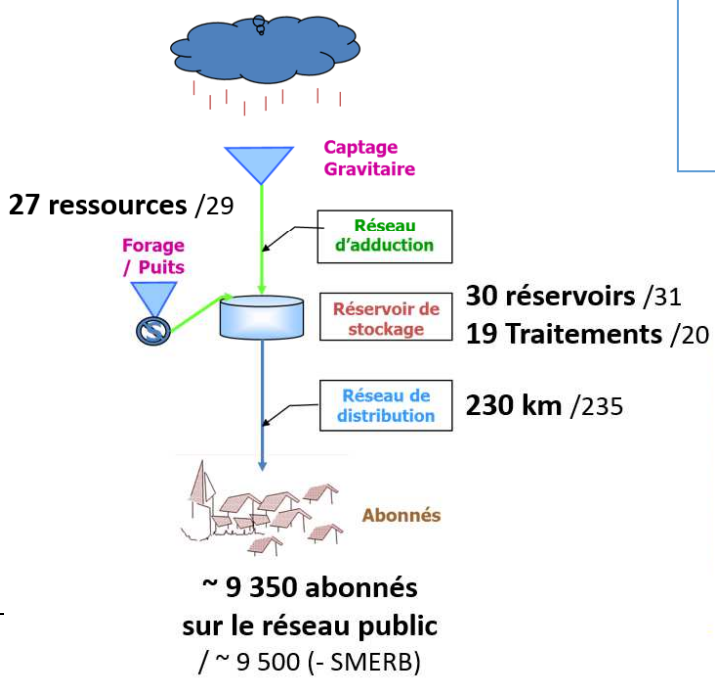
- 7 communes
- 4 syndicats

RÉPARTITION DES SYNDICATS AYANT UNE COMPÉTENCE EAU POTABLE SUR LE TERRITOIRE



EAU POTABLE
Hors : SME Région de Biol

- OBJECTIFS DU SERVICE :**
- ✓ **Maintien de la qualité**
 - ✓ **Maillage partiel**
 - ✓ **Rendement / Maîtrise ressource**
 - ✓ **Patrimoine**

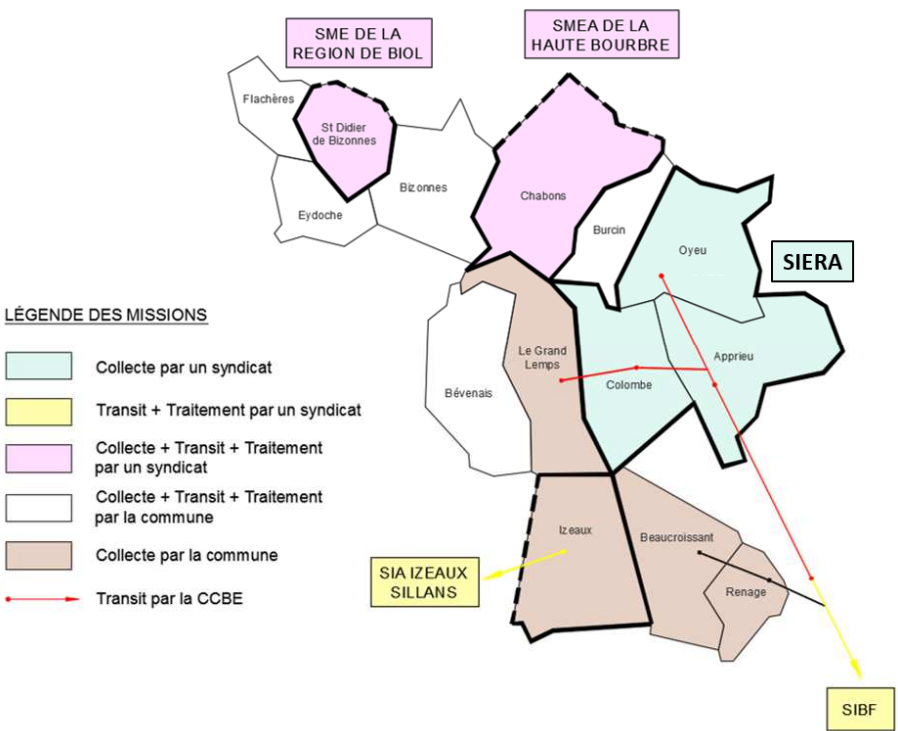


VI - SYNTHÈSE POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La compétence assainissement collectif (mission Collecte, Transit, Traitement) est répartie entre:

- 9 communes
- 5 syndicats
- 1 intercommunalité

RÉPARTITION DES SYNDICATS AYANT UNE COMPÉTENCE EAUX USÉES SUR LE TERRITOIRE



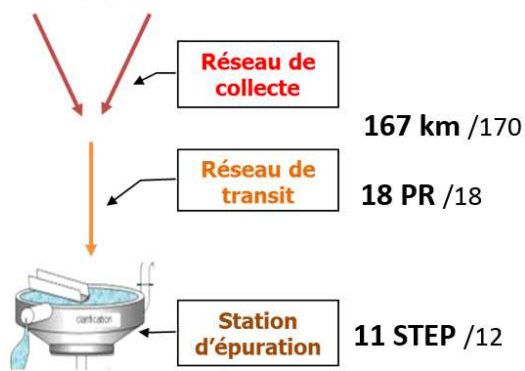
ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Hors : SME Région de Biol

~ 8 230 abonnés en assainissement collectif / ~ 9 300 (- SMERB)



Abonnés



- OBJECTIFS DU SERVICE :**
- ✓ Conformité de la qualité des rejets
 - ✓ Réduction des eaux claires parasites
 - ✓ Mise en conformité des STEP
 - ✓ Mise en place de l'autosurveillance
 - ✓ Patrimoine

VII - PLANS PREVISIONNELS D'INVESTISSEMENT

VII.1 - GENERALITES

Dans un premier temps, les travaux identifiés en phase 1 ont été chiffrés. Ce listing de travaux a été complété par des travaux recensés par les communes. Les investissements nécessaires à la création d'un nouveau service et pour répondre aux objectifs du nouveau service ont été intégrés.

Il est à noter que suite au schéma directeur d'eau potable et eaux usées, de nouveaux travaux pourront être identifiés.

Le PPI représente le coût de l'opération en intégrant 10% concernant correspondant aux études, divers, maîtrise d'œuvre, ...

Aucune subvention n'a été intégrée dans le PPI.

Une première hiérarchisation des travaux a été réalisée en tenant compte des axes de développement du PLUi. Des arbitrages ont été réalisés entre élus pour aboutir à la version finale.

VII.2 - PLAN PREVISIONNEL D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE

Le tableau suivant présente une synthèse du PPI (voir tableau complet en annexe)

EAU POTABLE	Montant opération € HT	Priorité
TOTAL travaux engagés en 2017	1 270 650 €	0
TOTAL court terme	5 794 100 €	1
TOTAL moyen terme	6 809 070 €	2
TOTAL long terme	5 310 210 €	3
Total général opération en € HT	19 207 130 €	

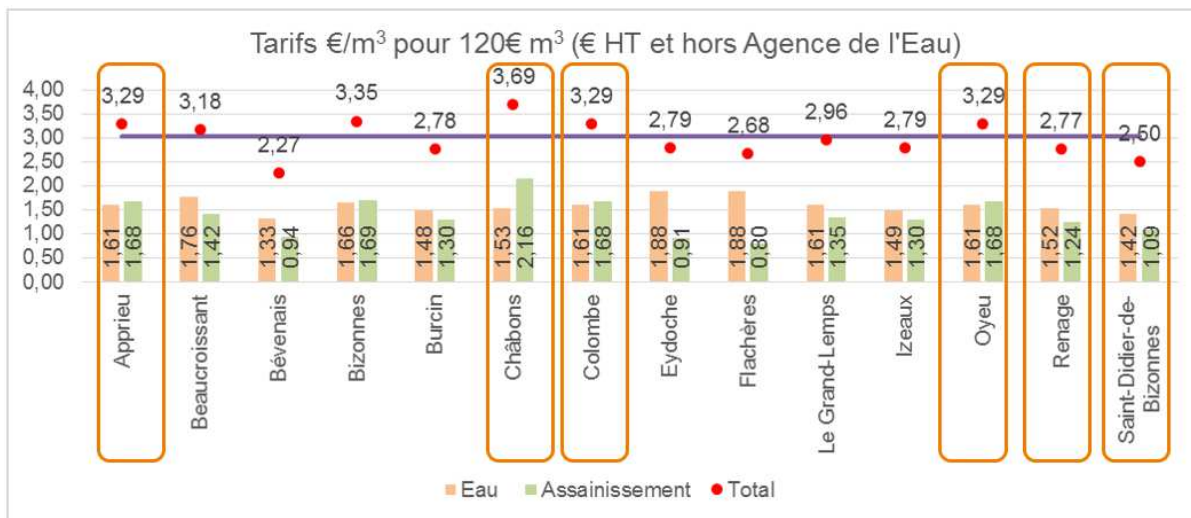
VII.3 - PLAN PREVISIONNEL D'INVESTISSEMENT POUR L'EAUX USEES

Le tableau suivant présente une synthèse du PPI (voir tableau complet en annexe)

ASSAINISSEMENT	Montant opération € HT	Priorité
TOTAL travaux engagés en 2017	1 470 100 €	0
TOTAL court terme	5 249 200 €	1
TOTAL moyen terme	5 273 800 €	2
TOTAL long terme	4 451 600 €	3
Total général opération en € HT	16 444 700 €	

VIII - SIMULATION TARIFAIRE

VIII.1 - RAPPEL PHASE 1 – PRIX DE L’EAU ET ASSAINISSEMENT ACTUEL €HT

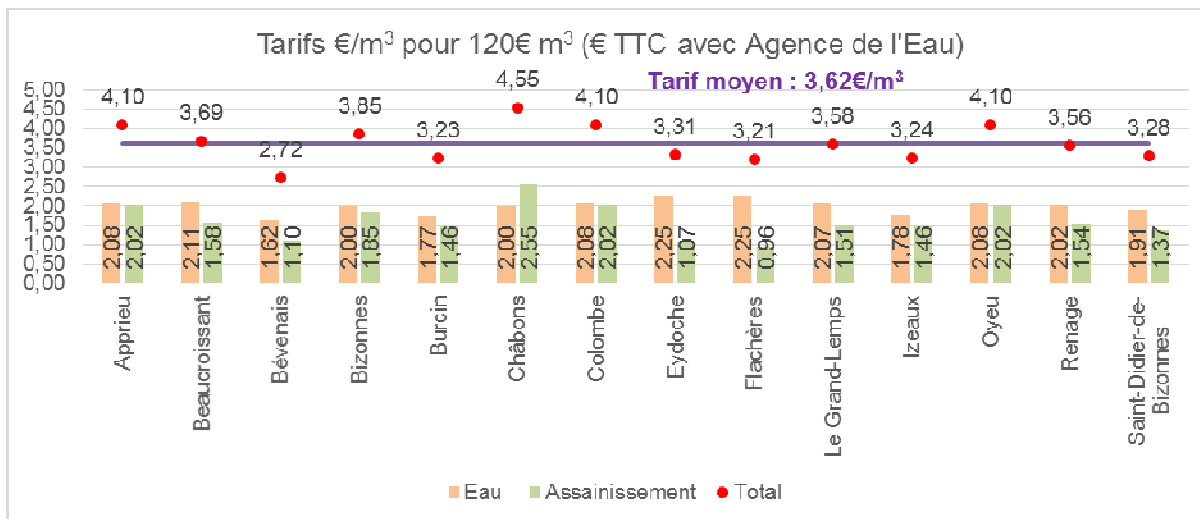


Communes pour lesquelles s'applique la TVA :
5,5% pour l'eau potable et 10% pour l'assainissement

Tarif moyen déterminé à partir des produits des services et des volumes facturés (hors Châbons et Saint Didier de Bizonnes)

- Eau potable : 1,56€
 - Assainissement : 1,46€
- Tarif moyen = **3,02 € HT/m³**

VIII.2 - RAPPEL PHASE 1 – PRIX DE L’EAU ET ASSAINISSEMENT ACTUEL €TTC



Tarif moyen déterminé à partir des produits des services et des volumes facturés (hors Châbons et Saint Didier de Bizonnes)

- Eau potable : 1,88€
 - Assainissement : 1,74€
- Tarif moyen = **3,62 € TTC/m³** dont

Redevances Agence de l'Eau :
- Lutte contre pollution domestique : 0,29€/m³
- Modernisation des réseaux : 0,16€/m³

VIII.3 - SIMULATION DU PRIX DE L'EAU

A partir des du plan prévisionnel d'investissement consolidé et validé par le comité de pilotage et des budgets des collectivités, plusieurs simulations tarifaires ont été réalisées pour aboutir à cette version finale.

La dernière simulation tarifaire réalisée tient compte de 4 tranches de facturation :

- Tranche 1 : moins de 50 m³
- Tranche 2 : 51 à 100 m³
- Tranche 3 : 101 à 400 m³
- Tranche « professionnels » (notée tranche 4) dès le 1^{er} m³

Dans cette simulation, l'objectif est de définir les tarifs appliqués sur chacune des communes pendant la période de lissage de convergence tarifaire (2018-2021, avec un tarif unique ne 2021) et de simuler les recettes afférentes et l'impact budgétaire du lissage.

Le détail des simulations est placé en annexe.

Les tarifs suivants seraient à appliquer à l'ensemble du territoire à horizon 2022 pour atteindre strictement les recettes nécessaires à l'équilibre du budget.

→ EAU POTABLE

Les tarifs suivants seraient à appliquer à l'ensemble du territoire à horizon 2022 pour atteindre strictement les recettes nécessaires à l'équilibre du budget.

TARIFS D'EQUILIBRE COMMUNAUTAIRES 2022-2025 (€ HT)				
	2022	2023	2024	2025
Part fixe	78,70	80,08	81,47	82,83
Part variable 1	1,29	1,32	1,35	1,38
Part variable 2	1,59	1,63	1,67	1,71
Part variable 3	2,00	1,77	1,84	1,90
Part variable 4	1,59	1,63	1,67	1,71

→ ASSAINISSEMENT

TARIFS D'EQUILIBRE COMMUNAUTAIRES 2022-2025 (€ HT)				
	2022	2023	2024	2025
Part fixe	78,70	80,08	81,47	82,83
Part variable 1	1,29	1,32	1,35	1,38
Part variable 2	1,59	1,63	1,67	1,71
Part variable 3	2,00	1,77	1,84	1,90
Part variable 4	1,59	1,63	1,67	1,71

IX - CONCLUSION

Cette étude, visant à accompagner la collectivité dans le cadre de la prise des compétences eau et assainissement rendue obligatoire avec la Loi NOTRe, a permis d'apporter une vision globale sur l'état des lieux des services existants, du patrimoine, des problématiques du territoire. Ces éléments ont permis de cibler des enjeux et d'établir un plan prévisionnel d'investissement pluriannuel. Les éléments financiers ont été utilisés pour simuler le prix du service et établir une tarification de l'eau correspondante.

Suite à cette étude, plusieurs éléments vont être **soumis à l'approbation par le vote des élus** :

- Date de prise de compétence : 1^{er} janvier 2018
- Champ de compétence pris par la collectivité : eau potable + eaux usées + eaux pluviales
- Périmètre du territoire : CCBE (14 communes) sauf la commune de Saint Didier de Bizannes gérée par le SMERB (Syndicat Mixte de l'Eau de la Région de Biol) ; cette prise de compétence a pour effet la suppression de plusieurs syndicats :
 - SIE de la Région d'Apprieu
 - SIE du Grand Charpenne
 - SIA d'Izeaux Sillans
- Tarification de l'eau : tarif progressif et unique à échéance de 3 ans
- Mode d'exploitation : gestion en régie
- Statut : régie simple à autonomie financière

ANNEXES

Annexe n°1 : Tableau récapitulatif des investissements à réaliser en eau potable

Annexe n°2 : Tableau récapitulatif des investissements à réaliser en eaux usées

Annexe n°3 : Simulations financières associées au transfert des compétences eau et assainissement – Stratorial finances du 24 mai 2017

Annexe n°4 : Simulations financières associées au transfert des compétences eau et assainissement – Stratorial finances du 5 juillet 2017

Annexe n°5 : Simulations financières associées au transfert des compétences eau et assainissement – Stratorial finances du 20 septembre 2017

Annexe n°1 :

Tableau récapitulatif des investissements à réaliser en eau potable

Plan d'investissement prévisionnel (PPI)

EAU POTABLE		EAU POTABLE		PPI validé au COTECH 15/12/16	
Collectivité concernée	Type d'investissement	Descriptif sommaire	Montant opération € HT	Priorité	
0	Ensemble de la CCBE	Etudes	Schéma directeur d'alimentation en eau potable sur l'ensemble de la CCBE	200 000 €	1
0		Etudes	Récollement des réseaux AEP + SIG sur l'ensemble de la CCBE	250 000 €	1
0		Réparations fuites		100 000 €	1
0		Comptage / télégestion		225 000 €	1
0		Comptage / télégestion		225 000 €	2
0		Comptage / télégestion		225 000 €	3
0		Protection de captage	Etude de mise en conformité des captages (4 sites)	40 000 €	1
0		Renouvellement réseaux	Amortissement réseaux existants sur 100 ans	2 000 000 €	1
0		Renouvellement réseaux	Amortissement réseaux existants sur 100 ans	2 000 000 €	2
0		Renouvellement réseaux	Amortissement réseaux existants sur 100 ans	2 000 000 €	3
0		Création service		150 000 €	1
0		Création service		125 000 €	2
0		Création service		125 000 €	3
1	Apprieu	Travaux sur les réservoirs	Doublage de la capacité du réservoir principal	1 221 000 €	1
1		Divers	Surpresseur Colombe Bois Levant	49 500 €	1
1		Renforcement réseau	Renforcement entre croisée de Bompertuis vers Plambois	242 000 €	1
1		Renforcement réseau	Renouvellement-Renforcement des Contamines	1 320 000 €	3
1		Protection de captage	Perimetres des captages à clôturer sur Oyeu et Planche-Cattin	50 000 €	1
1		Interconnexion avec CAPV	Interconnexion CAPV - SIERA	150 000 €	0
1		Interconnexion avec CAPV	Interconnexion CAPV - SIERA	598 000 €	1
2	Beaucroissant	Restructuration du réseau	Maillage Pont de Champ	70 400 €	0
2		Equipement / suivi / optimisation	Pompe à remplacer	4 400 €	3
2		Protection de captage		660 000 €	2
3	Bévenais	Protection de captage		50 600 €	1
3		Travaux sur les réservoirs		13 200 €	1
3		Comptage / télégestion	Pose 3 compteurs	38 500 €	1
3		Renouvellement du réseau	Rue Charrière et chemin Compostelle	172 810 €	3
3	Bizonnes	Etudes	Modélisation du réseau AEP	15 000 €	1
4		Comptage / télégestion	Réservoir du Mont	33 000 €	1
4		Divers	Chambre de vannes réservoir de Crozeaux	33 000 €	3
4		Renforcement réseau	Route Mont du Pelat	79 200 €	3
4		Renforcement réseau	Chemin du Mont	177 100 €	3
4		Traitement	Réservoir du Crozeaux	33 000 €	1
4		Etudes	Recherche de fuite et réparation	50 000 €	3
5	Burcin	Comptage / télégestion	Station de refolement	10 000 €	1
5		Comptage / télégestion	Déplacement et remplacement de 63 compteurs	60 000 €	3
6	Châbons		Rien de prévu par le syndicat attente du schéma directeur 2017		
7	Colombe	Voir Apprieu			
8	Eydoche	Travaux sur les réservoirs	Travaux de GC sur le Réservoir Le Clapier	17 600 €	3
8		Extension de réseaux	Extension de réseau surpressé secteur Les Vignes conduite du réservoir du Clapier à angle route du Pré	23 100 €	-1
8		Renouvellement du réseau	Tilleul 330 ml 1ère tranche = renouvellement vieille amiante-ciment	59 400 €	0
8		Renouvellement du réseau	conduite du réservoir du Clapier à angle route du Pré Tilleul 400 ml 2ème tranche = renouvellement vieille amiante-ciment	61 270 €	2
8		Renouvellement du réseau	remplacement Amiante Ciment dans marais et passage sous chaussée sur 1700 ml Renouvellement conduite en parallèle du pipeline	179 300 €	3
8	Flachères	Voir Eydoche			
10	Izeaux	Restructuration du réseau	Bouclage Les Chances	99 000 €	0
10		Restructuration du réseau	Jonction des réservoirs	564 300 €	3
10		Travaux sur la ressource	reparation canalisation collecteur Abbaye	170 500 €	0
10		Comptage / télégestion	Telegestion sur 2 reservoirs + forage Layat	19 800 €	1
10		Renouvellement du réseau	Renouvellement centre village	487 300 €	2
10		Renouvellement du réseau	Renouvellement conduites vieux PVC	172 700 €	2
10		Interconnexion	Izeaux / Beaucroissant	302 500 €	3
11	Le Grand Lempis	Renouvellement du réseau	Remplacement conduite Belledonne	134 200 €	0
11		Renouvellement du réseau	Remplacement conduite rue des écoles	165 000 €	1
11		Renouvellement du réseau	Remplacement conduite avenue de la Paix	231 000 €	1
11		Renouvellement du réseau	Remplacement conduite rue Jean Moulin	132 000 €	2
11					
11		Interconnexion	Interconnexion avec le SIERA - Rue Henriette Giroud	40 000 €	0
11		Renouvellement du réseau	Centre Bourg	210 000 €	0
11		Protection de captage	Travaux dans le cadre de la procédure de protection captages	701 800 €	2
11	Comptage / télégestion	Compteurs de sectorisation	49 500 €	1	
12	Oyeu	Voir Apprieu			
12		Interconnexion / Sécurisation d	Interconnexion avec Oyeu	957 000 €	2
13	Renage	Protection de captage	Protection du périmètre de protection de captage (avec Beaucroissant)	1 100 000 €	2
13		Interconnexion	Interconnexion Renage / Beaucroissant à la station de pompage du Bain	10 000 €	1
13		Renouvellement du réseau	Montée du couloir (en même temps que la mise en séparatif EU)	220 000 €	0
13		Renouvellement du réseau	Cités Experton (déviation de réseau en domaine privé)	27 500 €	0
13		Renouvellement du réseau	Rue des écoles et Rue de la Maigre (Urbanisation de secteur)	77 000 €	2
13		Renouvellement du réseau	Remplacement de conduite (eau potable) + mise en séparatif EU Boulevard Docteur Valois	110 000 €	2
13		Renouvellement du réseau	Route de Vourey - conduite + branchements	56 650 €	0
13		Renouvellement du réseau	ZA de la Vallée	33 000 €	0
14	Saint Didier de Bizonne				
			EAU POTABLE	Montant opération € HT	Priorité
15			TOTAL travaux déjà faits	23 100 €	-1
15			TOTAL travaux engagés en 2017	1 270 650 €	0
15			TOTAL court terme	5 794 100 €	1
15			TOTAL moyen terme	6 809 070 €	2
15			TOTAL long terme	5 310 210 €	3
15			Total général opération en € HT	19 207 130 €	

Annexe n°2 :

Tableau récapitulatif des investissements à réaliser en eaux usées

Plan d'investissement prévisionnel (PPI)

ASSAINISSEMENT		ASSAINISSEMENT		PPI validé au COTECH 15/12/16	
	Collectivité concernée	Type d'investissement	Descriptif sommaire	Montant opération € HT	Priorité
0	Ensemble de la CCBE	Etudes	Schéma directeur d'alimentation en assainissement sur l'ensemble de la CCBE	200 000 €	1
0		Etudes	Récollement des réseaux EU + SIG sur l'ensemble de la CCBE	250 000 €	1
0		Equipement	Equipement 1 PR	15 000 €	1
0		Renouvellement réseaux	Amortissement réseaux existants sur 100 ans	1 500 000 €	1
0		Renouvellement réseaux	Amortissement réseaux existants sur 100 ans	1 500 000 €	2
0		Renouvellement réseaux	Amortissement réseaux existants sur 100 ans	1 500 000 €	3
0		Création service		150 000 €	1
0		Création service		125 000 €	2
0		Création service		125 000 €	3
1	Apprieu	Equipement	Télégestion PR La Plaine	3 300 €	1
1		Equipement	Débitmètre sur le PR interco	19 800 €	1
1		Equipement	Télégestion PR Grand Combeau	3 300 €	1
1		Extension de réseaux	Les Contamines (129 ab)	1 320 000 €	3
1		Suppression de rejet direct	Fond du Rivier	220 000 €	1
2	Beaucroissant	Extension de réseaux	Extension réseau dans cadre DUP commun avec Renage (13 ab)	1 540 000 €	2
3	Bévenais	Traitement		539 000 €	0
3		Travaux suppression des ECP	Réseau STEP de la Charrière	289 300 €	1
3		Traitement	STEP de la Pollardière ~ 550 EH	350 000 €	2
3		Travaux suppression des ECP	Réseau STEP de la Pollardière	200 000 €	2
4	Bizonnès	Traitement	Réhabilitation lagune ~ 850 EH	550 000 €	1
4		Traitement	Plus-value estimation STEP	250 000 €	1
5	Burcin	Traitement	Création d'un filtre planté de roseaux	240 000 €	0
6	Châbons	Extension de réseaux	Hameau de la Combe	440 000 €	3
6		Traitement	Réhabilitation de 3 lagunes	1 000 000 €	2
		Traitement	Réhabilitation de 3 lagunes	1 200 000 €	1
6		Travaux sur les déversoirs d'orage	Secteur la Combe	2 200 €	2
7	Colombe	Voir Apprieu avec le SIERA			
8	Eydoche	Divers	Grillage lagune	1 600 €	3
8		Traitement	Raccordement à la STEP des Charpillates	272 000 €	1
8		Etudes	Recherche ECP	10 000 €	3
9	Flachères	Traitement	Réhabilitation de la lagune ~ 650 EH	600 000 €	3
9		Equipement	Surveillance des postes de refoulement	20 000 €	3
9		Divers	Investigation sur réseau rue de la Grand Croix	10 000 €	3
10	Izeaux	Extension de réseaux	Avenue de la Gare (60 ab)	425 000 €	3
10		Equipement	Télégestion	35 000 €	1
11	Le Grand Lempis	Mise en séparatif	Rue Henriette Groud	81 000 €	0
		Mise en séparatif	Centre Bourg	37 000 €	0
11		Mise en séparatif	Rue Belledonne	154 000 €	0
11		Mise en séparatif	Centre Bourg	178 200 €	0
11		Mise en séparatif	Route de la Bièvre	291 500 €	1
11					
12	Oyeu	Voir Apprieu avec le SIERA			
13	Renage	Divers	Déviation réseaux	38 500 €	0
13		Etudes	Recherche ECP et Métrologie	9 900 €	0
13		Extension de réseaux	Route de Vourey	16 500 €	0
13		Mise en séparatif	Hameau de la Fontaine	83 600 €	2
13		Mise en séparatif	Montée du Couloir	165 000 €	0
13		Mise en séparatif	Rue du Vercors	313 500 €	2
13		Mise en séparatif	Boulevard docteur Valois	88 000 €	2
13					
13					
13		Travaux sur les déversoirs d'orage	Crosselière	11 000 €	0
13		Travaux sur les déversoirs d'orage	Suppression DO1	16 500 €	0
13		Travaux sur les déversoirs d'orage	Rue Vercors Déconnexion source	55 000 €	0
14		Saint Didier de Bizonne			
			ASSAINISSEMENT	Montant opération € HT	Priorité
15			TOTAL travaux engagés en 2017	1 470 100 €	0
15			TOTAL court terme	5 249 200 €	1
15			TOTAL moyen terme	5 273 800 €	2
15			TOTAL long terme	4 451 600 €	3
15			Total général opération en € HT	16 444 700 €	

Annexe n°3 :

Simulations financières associées au transfert des compétences eau et
assainissement –

Stratorial finances du 24 mai 2017



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BIEVRE EST

Simulations financières associées au transfert des
compétences eau et assainissement

Réunion de la commission eau et assainissement
du 24 mai 2017

Pierre BEJAJI
pierre.bejjaji@stratorial-finances.fr

Rozenn LE CALVEZ
rozenn.lecalvez@stratorial-finances.fr

04.76.06.10.00

13 rue de Charenton
75 012 PARIS
Tél. : 01 42 60 15 18 - Fax : 01 42 60 15 73

58 cours Becquart Castelbon - BP 346
38 509 VOIRON cedex
Tél. : 04 76 06 10 00 - Fax : 04 76 06 33 76

Sommaire



- Part fixe et part variable Page 3

- Période de convergence tarifaire Page 15

- Les tarifs annexes des services d'eau et d'assainissement Page

- Les durées d'amortissement Page



1. Niveau des parts fixe et variable

Rappel réglementaire sur la part fixe



$$\frac{\text{Part fixe HT}}{\text{Part fixe HT} + 120\text{m}^3 \times \text{part variable HT}} \times 100 \leq 30\%$$

- Selon la loi sur l'eau de 2006, la part fixe est plafonnée à 30%, mais un relèvement du plafond à 40% est prévu pour :
 - Les communes rurales (soit une commune n'appartenant pas à une unité urbaine),
 - Les EPCI où la population totale majorée des communes rurales représente plus de 50% de la population totale majorée du groupement,
 - Les EPCI où la population totale majorée des communes érigée (toute ou en partie) stations classées représentent plus d'un quart de la population totale majorée du groupement.

- Sont considérées comme communes rurales pour l'application des articles L. 3334-10 et R. 3334-8 les communes suivantes :
 - Les communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants ;
 - Les communes dont la population est supérieure à 2 000 habitants et n'excède pas 5 000 habitants, si elles n'appartiennent pas à une unité urbaine ou si elles appartiennent à une unité urbaine dont la population n'excède pas 5 000 habitants.

- Concernant la communauté de communes de Bièvre Est, la population totale majorée des communes rurales représente 54,6% de la population totale majorée du groupement. **La part fixe maximale pourrait être portée à 40%.**

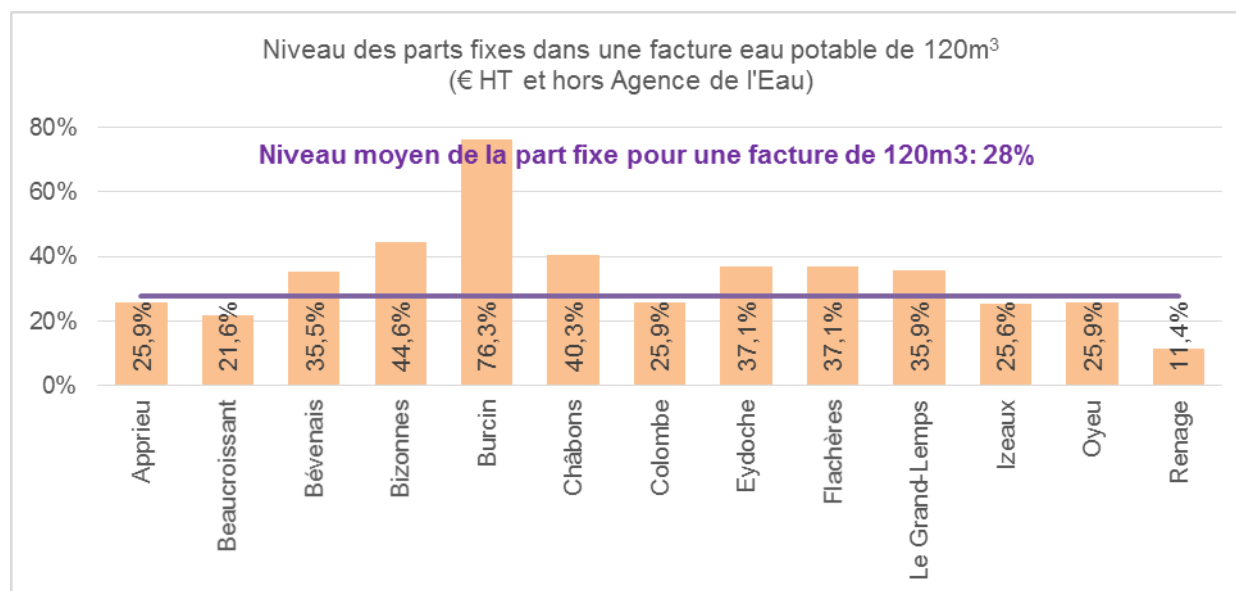


Compétence eau potable

Situation actuelle



	Part communale		Part syndicale		Part délégataire		Total HT 120m3 eau	Total HT €/m3 pour 120m3
	Part fixe	Part variable	Part fixe	Part variable	Part fixe	Part variable		
Apprieu	0,00	0,00	50,00	1,19	0,00	0,00	192,80	1,61
Beaucroissant	47,00	1,42	0,00	0,00	0,00	0,00	217,40	1,81
Bévenais	34,00	0,38	0,00	0,00	26,94	0,54	171,63	1,43
Bizonnes	90,00	0,93	0,00	0,00	0,00	0,00	201,60	1,68
Burcin	135,00	0,35	0,00	0,00	0,00	0,00	177,00	1,48
Châbons	0,00	0,00	77,87	0,96	0,00	0,00	193,07	1,61
Colombe	0,00	0,00	50,00	1,19	0,00	0,00	192,80	1,61
Eydoche	0,00	0,00	40,00	0,25	43,64	0,93	225,72	1,88
Flachères	0,00	0,00	40,00	0,25	43,64	0,93	225,72	1,88
Le Grand-Lemps	69,30	1,03	0,00	0,00	0,00	0,00	192,90	1,61
Izeaux	45,73	1,11	0,00	0,00	0,00	0,00	178,93	1,49
Oyeu	0,00	0,00	50,00	1,19	0,00	0,00	192,80	1,61
Renage	21,38	1,38	0,00	0,00	0,00	0,00	186,98	1,56



Modalités de détermination des parts fixe et variable 2018



Tarif d'équilibre 2018

**1,89€/m³ X volumes consommés = recettes attendues
(1,8M€)**

Part fixe
X%

Recettes attendues
PF= $\frac{\text{Recettes attendues}}{\text{Nombre d'abonnés}}$

Part variable
X%

Recettes attendues
PV= $\frac{\text{Recettes attendues}}{\text{Volumes facturés}}$

5 scénarios de part fixe étudiés pour une facture de 120m³

- Scénario 1 : 0€ (minimum, soit 0%)
- Scénario 2 : 24,35€ HT (soit 10%)
- Scénario 3 : 46,68€ HT (soit 20%)
- Scénario 4 : 69,00€ HT (soit 30%)
- Scénario 5 : 91,32€ HT (maximum, soit 40%)

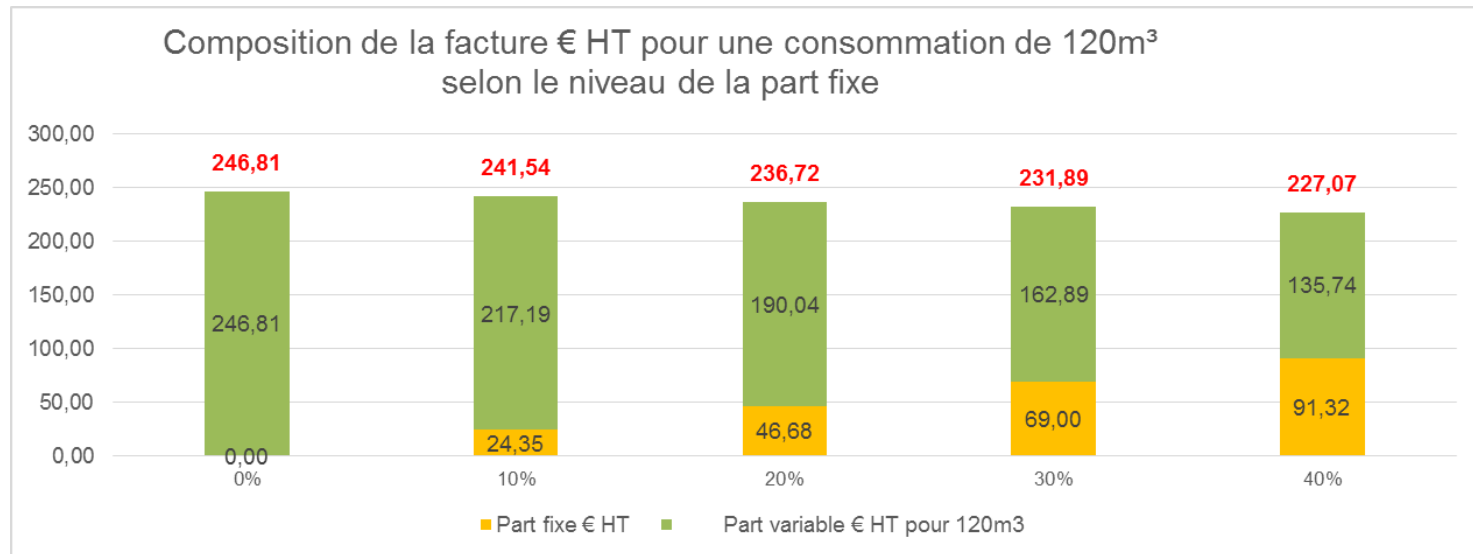
Tarif 2018 à atteindre pour respecter le programme de travaux selon le niveau de part fixe



Eau potable					
Niveau de la part fixe pour consommation de 120m ³	0%	10%	20%	30%	40%
Abonnés	9 572	9 572	9 572	9 572	9 572
Volumes	944 495	944 495	944 495	944 495	944 495
Recettes attendues sur le territoire (dont part délégataire)	1 942 558	1 942 558	1 942 558	1 942 558	1 942 558
Part fixe unitaire € HT	0,00	24,35	46,68	69,00	91,32
Part variable unitaire € HT	2,06	1,81	1,58	1,36	1,13
Tarif pour 120 m ³ € HT	246,81	241,54	236,72	231,89	227,07
Tarif pour 120 m ³ € TTC*	307	302	297	291	286
Tarif par m ³ pour 120 m ³ € HT	2,06	2,01	1,97	1,93	1,89
Tarif par m ³ pour 120 m ³ € TTC*	2,56	2,51	2,47	2,43	2,39
Recettes totales	1 942 558	1 942 558	1 942 558	1 942 558	1 942 558
<i>Dont recettes délégataire</i>	<i>130 503</i>	<i>130 503</i>	<i>130 503</i>	<i>130 503</i>	<i>130 503</i>
<i>Dont recettes communautaires</i>	<i>1 812 055</i>	<i>1 812 055</i>	<i>1 812 055</i>	<i>1 812 055</i>	<i>1 812 055</i>

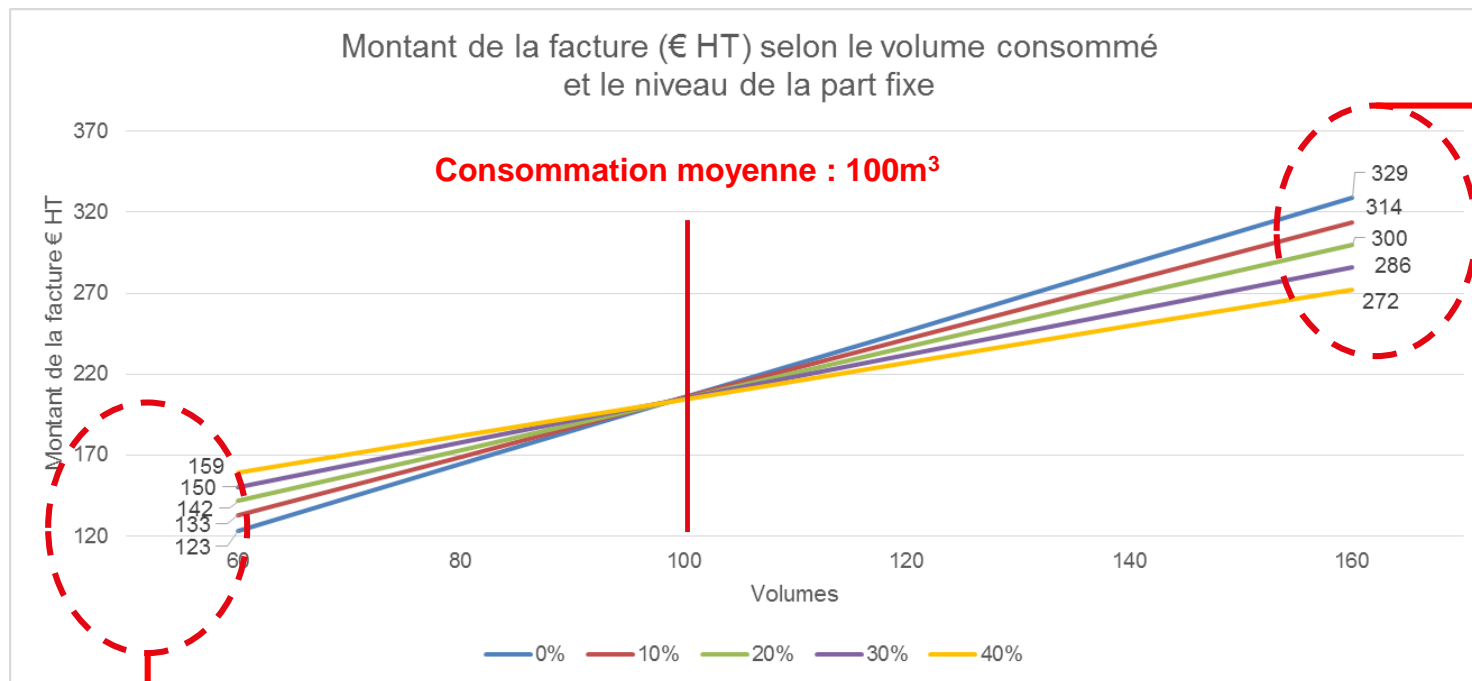
* TTC = TVA + redevance Agence de l'Eau (mais incertitudes sur son niveau, ici 0,37€/m³, auxquels s'ajoute la TVA).

Composition de la facture pour une consommation de 120m³ selon le niveau de part fixe



- Pour une consommation de 120m³, plus la part fixe augmente, plus le montant global de la facture diminue.

Montant acquitté selon le volume consommé et le niveau de la part fixe



Pour un abonné dont la consommation est relativement élevée, sa facture sera plus faible si la part fixe est élevée.

Pour un abonné dont la consommation est relativement faible, sa facture sera plus faible si la part fixe est faible.

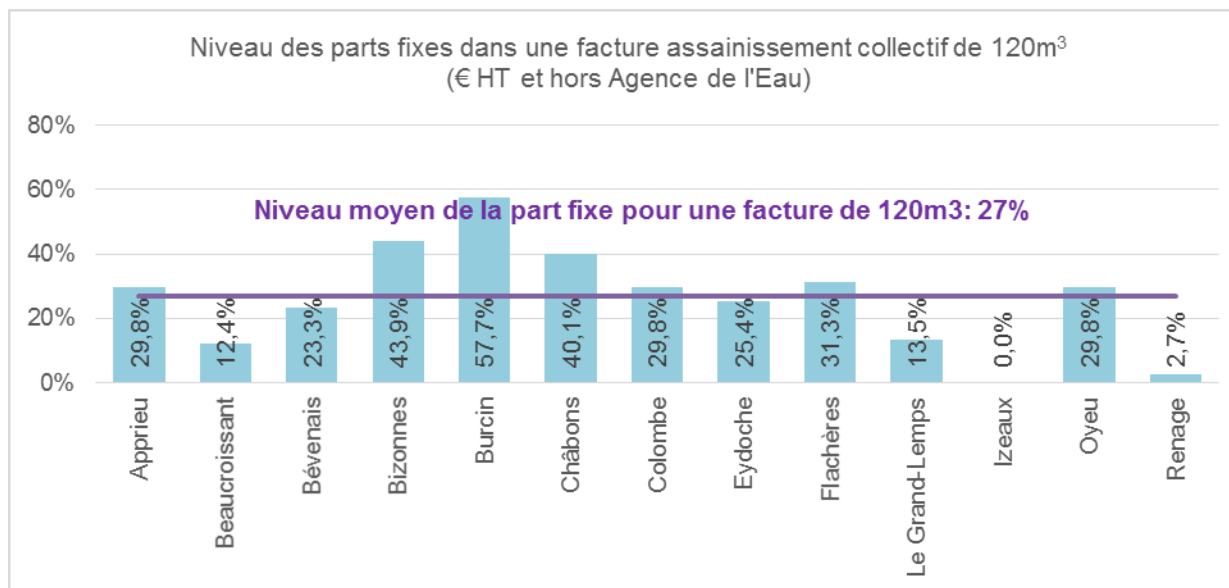


Compétence assainissement collectif

Situation actuelle



	Part communale		Part syndicale		Part délégataire		Total HT 120m3 eau	Total HT €/m3 pour 120m3
	Part fixe	Part variable	Part fixe	Part variable	Part fixe	Part variable		
Apprieu	0,00	0,00	60,00	1,18	0,00	0,00	201,60	1,68
Beaucroissant	22,00	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	178,00	1,48
Bévenais	42,00	1,15	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	1,50
Bizonnes	90,00	0,96	0,00	0,00	0,00	0,00	205,20	1,71
Burcin	90,00	0,55	0,00	0,00	0,00	0,00	156,00	1,30
Châbons	0,00	0,00	109,25	1,36	0,00	0,00	272,45	2,27
Colombe	0,00	0,00	60,00	1,18	0,00	0,00	201,60	1,68
Eydoche	40,00	0,98	0,00	0,00	0,00	0,00	157,60	1,31
Flachères	30,00	0,55	0,00	0,00	0,00	0,00	96,00	0,80
Le Grand-Lemps	22,00	1,17	0,00	0,00	0,00	0,00	162,40	1,35
Izeaux	0,00	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	156,00	1,30
Oyeu	0,00	0,00	60,00	1,18	0,00	0,00	201,60	1,68
Renage	4,10	0,85	0,00	0,40	0,00	0,00	154,10	1,28



Modalités de détermination des parts fixe et variable 2018



Tarif d'équilibre 2018

**$1,37\text{€}/\text{m}^3 \times \text{volumes consommés} = \text{recettes attendues}$
(1,1M€)**

Part fixe
X%

Part variable
X%

Recettes attendues
PF= $\frac{\text{Recettes attendues}}{\text{Nombre d'abonnés}}$

Recettes attendues
PV= $\frac{\text{Recettes attendues}}{\text{Volumes facturés}}$

5 scénarios de part fixe étudiés pour une facture de 120m³

- Scénario 1 : 0€ (minimum, soit 0%)
- Scénario 2 : 17,85€ HT (soit 10%)
- Scénario 3 : 35,70€ HT (soit 20%)
- Scénario 4 : 54,80€ HT (soit 30%)
- Scénario 5 : 65,91€ HT (maximum, soit 40%)

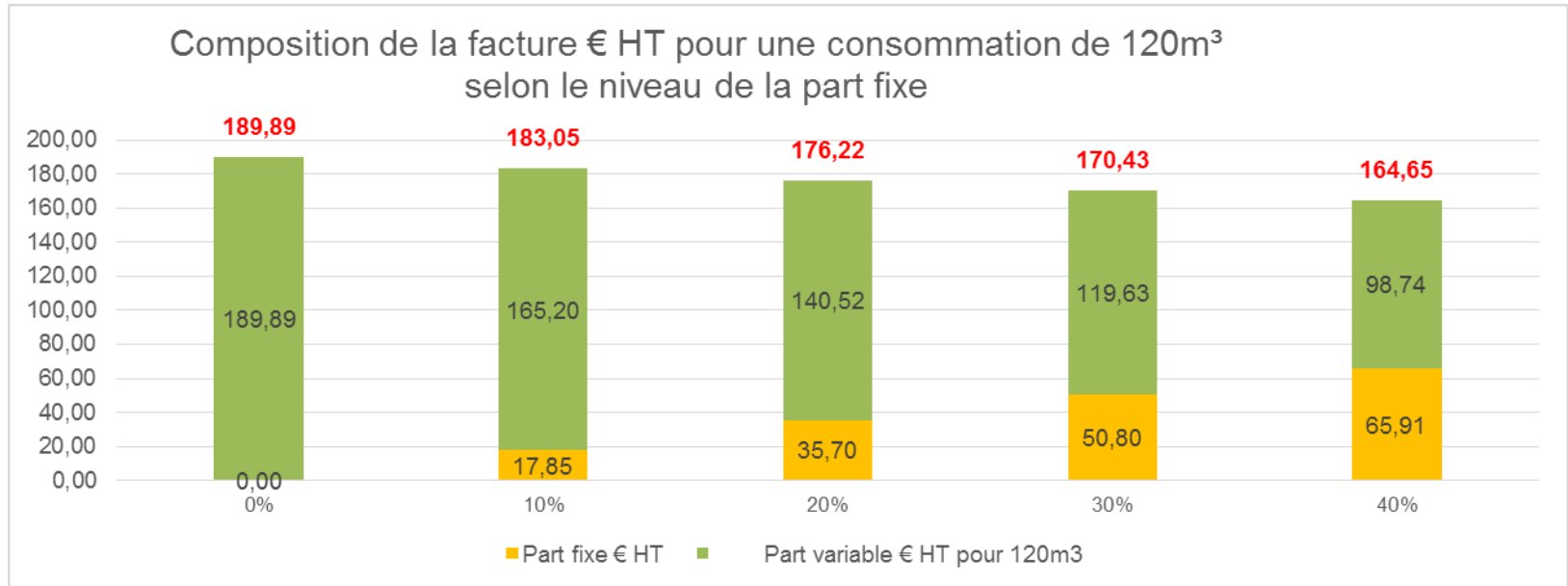
Tarif 2018 à atteindre pour respecter le programme de travaux selon le niveau de part fixe



Assainissement					
Niveau de la part fixe pour consommation de 120m ³	0%	10%	20%	30%	40%
Abonnés	8 424	8 424	8 424	8 424	8 424
Volumes	730 984	730 984	730 984	730 984	730 984
Recettes attendues	1 156 693	1 156 693	1 156 693	1 156 693	1 156 693
Part fixe unitaire € HT	0,00	17,85	35,70	50,80	65,91
Part variable unitaire € HT	1,58	1,38	1,17	1,00	0,82
Tarif pour 120 m ³ € HT	189,89	183,05	176,22	170,43	164,65
Tarif pour 120 m ³ € TTC*	230	222	215	209	202
Tarif par m ³ pour 120 m ³ € HT	1,58	1,53	1,47	1,42	1,37
Tarif par m ³ pour 120 m ³ € TTC*	1,92	1,85	1,79	1,74	1,69
Recettes communautaires	1 156 693	1 156 693	1 156 693	1 156 693	1 156 693

* TTC = TVA + redevance Agence de l'Eau (mais incertitudes sur son niveau, ici 0,16€/m³, auxquels s'ajoute la TVA).

Composition de la facture pour une consommation de 120m³ selon le niveau de part fixe

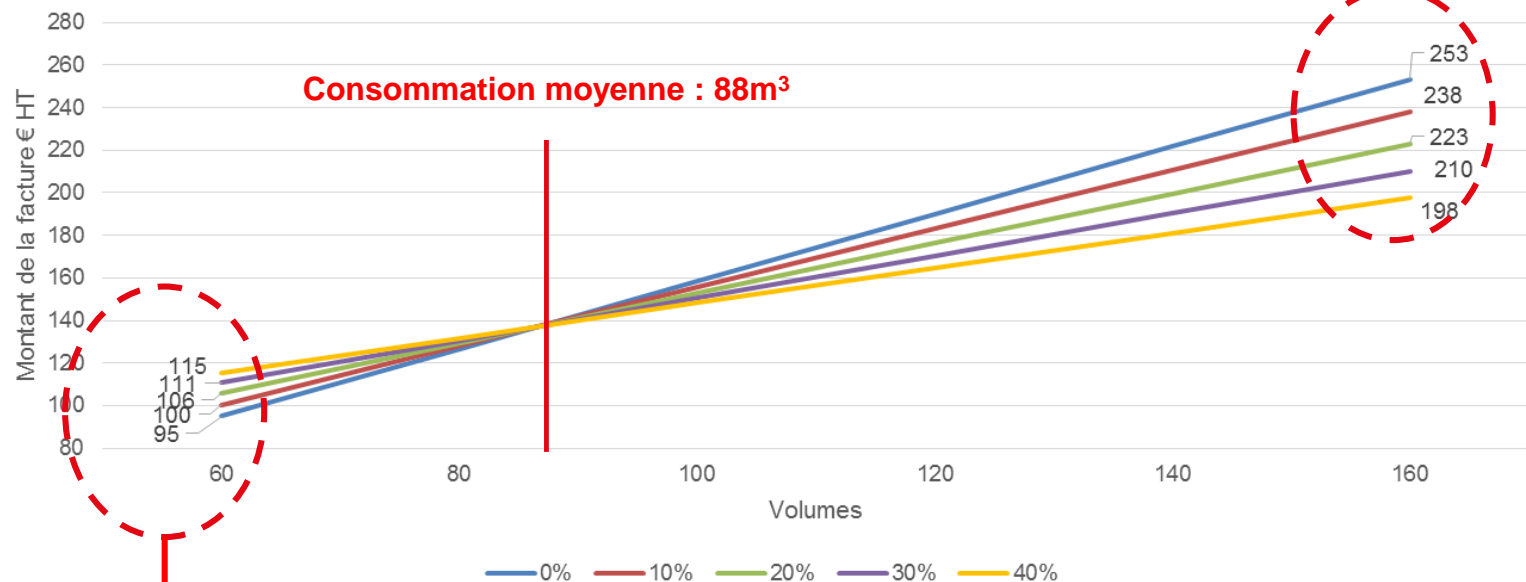


- Pour une consommation de 120m³, plus la part fixe augmente, plus le montant global de la facture diminue.

Montant acquitté selon le volume consommé et le niveau de la part fixe



Montant de la facture (€ HT) selon le volume consommé et le niveau de la part fixe



Pour un abonné dont la consommation est relativement élevée, sa facture sera plus faible si la part fixe est élevée.

Pour un abonné dont la consommation est relativement faible, sa facture sera plus faible si la part fixe est faible.



2. La durée de convergence tarifaire

Enjeux liés à la mise en place d'une convergence tarifaire et position des services de l'Etat



- La mise en place d'une convergence tarifaire implique :
 - L'application de tarifs différents sur le territoire en fonction de la commune d'implantation des usagers, ce qui pourrait être contraire au principe d'égalité entre les usagers
 - La prise en charge potentielle d'un déficit d'exploitation des services par le budget général, ce qui est contraire aux spécificités du financement des services publics industriels et commerciaux (SPIC) qui prévoit la couverture des charges par l'utilisateur.

- Si cette pratique est régulièrement mise en œuvre dans le cadre de transferts de compétences à l'intercommunalité, elle n'est pas prévue par les textes (à la différence du lissage du taux de CFE dans le cadre du passage en fiscalité professionnelle unique ou du taux de TEOM dans le cadre d'une harmonisation). Elle relève donc plutôt d'une tolérance avec un degré qui peut être très différent selon les territoires : accord ou non sur la mise en place d'une convergence tarifaire et durée de lissage.

Position de la sous-préfecture de La Tour du Pin



Néanmoins, la communauté de communes compétente en la matière pourrait maintenir la différenciation des tarifs en se fondant sur la différence de conditions d'exploitation du service résultant du transfert de compétence.

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 26 juillet 1996 n° 130363 ASSOCIATION "NARBONNE LIBERTÉS 89", a jugé que la délibération instituant un tarif différencié pour les usagers du service résidant dans une partie de la commune était légale car cette mesure « était justifiée par le coût de l'extension du réseau de distribution d'eau à cette partie de la commune et par les conditions de son exploitation pour répondre à des besoins liés à sa vocation principalement touristique ».

À ce titre, et sous réserve de l'appréciation souveraine du juge, il serait possible de pratiquer des tarifs différents dès lors que la communauté de communes ferait état de plusieurs réseaux d'eau potable, comportant chacun des contraintes spécifiques. Cette particularité serait alors propre à créer une différence de situation liée aux conditions d'exploitation du service.

En l'espèce, il vous revient de justifier de contraintes spécifiques pesant sur les différents réseaux et qui seraient de nature à justifier une différenciation de tarif.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur la durée de 3 à 5 ans que vous énoncez pour la mise en place d'un tarif unique. En effet, même si des tarifs différenciés peuvent se justifier à ce jour, il n'est pas certain que cette justification soit valable durant plusieurs années, dès lors que des mesures d'harmonisation de l'exploitation des réseaux seraient mises en place.



3. Les tarifs des recettes annexes des services d'eau et d'assainissement



4. Les dotations aux amortissements

Durées d'amortissement pratiquées



	Beaucroissant	Bévenais	Bizonnes	Burcin	Eydoche	Flachères	Le Grand-Lemps	Izeaux	Renage	SIERA	SI Eaux du Grand Charpenne
Réseaux	50	50	50	30	50		60	30	50	60	40
Branchements		35	30							60	
Travaux	30	35	40	30		50	15				40
Station de pompage	30										
Etude	5										
Logiciel, matériel informatique	3							5	5	2	
Débimètres	10										
Matériel (électromécanique, pompe)	10		10	10				10			
Véhicule			5								
Bâtiment							60	30			
Station d'épuration (génie civil)							60				
Installations de traitement de l'eau potable							20				
Pompe de relevage									10		
Compteurs									10		

- Hétérogénéité de la classification selon les collectivités.
- Contenu de la catégorie « travaux » inconnu : réseaux ?
- Durée d'amortissement des réseaux maximum pour Le Grand Lemps et le SIERA (60 ans).

Barème indicatif M4



Réseaux d'assainissement	50 à 60 ans
Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) :	
Ouvrages lourds (agglomérations importantes)	50 à 60 ans
Ouvrages courants, tels que bassins de décantation, d'oxygénation, etc ..	25 à 30 ans
Ouvrages de génie civil pour le captage, le transport et le traitement de l'eau potable, canalisations d'adduction d'eau	30 à 40 ans
Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10 à 15 ans
Pompes, appareils électromécaniques, installations de chauffage (y compris chaudières), installations de ventilation	10 à 15 ans
Organes de régulation (électronique, capteurs, etc.)	4 à 8 ans
Bâtiments durables (en fonction du type de construction)	30 à 100 ans
Bâtiments légers, abris	10 à 15 ans
Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15 à 20 ans
Mobilier de bureau	10 à 15 ans
Appareils de laboratoires, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5 à 10 ans
Matériel informatique	2 à 5 ans
Engins de travaux publics, véhicules	4 à 8 ans

- Amortissement des subventions d'équipement selon la même durée que les biens auxquelles elles se rapportent.

Annexe n°4 :

Simulations financières associées au transfert des compétences eau et
assainissement –

Stratorial finances du 5 juillet 2017



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BIEVRE EST

Simulations financières associées au transfert des
compétences eau et assainissement

Réunion de la commission eau et assainissement
du 5 juillet 2017

Pierre BEJAJI
pierre.bejjaji@stratorial-finances.fr

Rozenn LE CALVEZ
rozenn.lecalvez@stratorial-finances.fr

04.76.06.10.00

13 rue de Charenton
75 012 PARIS
Tél. : 01 42 60 15 18 - Fax : 01 42 60 15 73

58 cours Becquart Castelbon - BP 346
38 509 VOIRON cedex
Tél. : 04 76 06 10 00 - Fax : 04 76 06 33 76

Sommaire



1. Impacts de la tenue de deux budgets annexes pour l'eau potable Page 3

2. Scénarios de tarification progressive Page 10



1. Impacts de la tenue de deux budgets annexes pour la compétence eau potable

Rappel du cadre réglementaire



- L'instruction M49 prévoit la tenue d'un budget annexe pour les services gérés en affermage.
- Dans la pratique, de nombreuses collectivités gèrent dans un même budget les services eau potable dont le mode de gestion est différent (régie, affermage). Cette pratique est tolérée, et avait même été validée par le trésorier pour votre territoire en mars 2017.
- Il semblerait que cette tolérance prenne fin très rapidement, puisque mi-juin 2017, un revirement de position a été opéré, impliquant la création de deux budgets annexes pour l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2018 :
 - Budget pour les services gérés en affermage, soit Bévenais et le syndicat du Grand Charpenne
 - Budget pour les services gérés en régie, soit les autres communes du territoire.
- L'harmonisation potentielle des modes de gestion (au plus tard 2023) ne semble pas être un argument pour maintenir l'ensemble des services dans un même budget.
- A noter que cette position n'impacte pas l'assainissement, car tous les services sont gérés en régie.

EVOLUTION DU PERIMETRE DES BUDGETS ANNEXES

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Budget eau « régie »	Toutes les communes de la CCBE <u>hors Bévenais, Flachères et Eydoche</u>		Toutes les communes de la CCBE <u>hors Bévenais</u>			Toutes les communes de la CCBE
Budget eau « affermage »	Bévenais + Eydoche + Flachères Bévenais + Eydoche + Flachères	Bévenais + Eydoche + Flachères	Bévenais	Bévenais	Bévenais	
Budget assainissement	Toutes les communes de la CCBE					

Incidences



- L'application stricte de la M49 (équilibre du service par les usagers, pas de financement par le budget général, ni probablement par le budget annexe « régie ») implique la création de « deux secteurs tarifaires » avec équilibre des charges de chaque service par les recettes levées auprès des usagers de chaque secteur.
- Le prix de l'eau serait donc différent entre les communes du territoire en fonction du coût de chacun des services.

Coût du service sur les communes en affermage



	Bévenais	SI des eaux du Grand Charpenne	TOTAL
Charges d'exploitation retracées dans les budgets	4,9	10,3	15,1
Charges à caractère général	0,3	1,6	2,0
Charges de personnel	0,0	3,8	3,8
Autres charges de gestion courante	0,0	1,1	1,1
Reversements Agence de l'Eau	0,0	0,0	0,0
Charges financières	4,5	3,7	8,2
Dotations aux amortissements nettes	14,2	9,3	23,6
Dotations aux amortissements	23,3	14,1	37,5
Reprises sur amortissements	9,1	4,8	13,9
Dépenses supportées par le budget général ou eau sans refacturation aux budgets annexes	30,0	0,0	30,0
Charges de personnel supplémentaires (cf.supra)	30,0	0,0	30,0
Temps des élus	0,0	0,0	0,0
Autofinancement complémentaire (si RK>DAP)	0,0	0,0	0,0
Remboursement du capital de la dette	3,7	6,5	10,1
Dotations aux amortissements	14,2	9,3	23,6
DEPENSES DU SERVICE	49,1	19,6	68,7
Produits des services	30,0	35,1	65,1
Ventes d'eau	30,0	35,1	65,1
Redevances Agence de l'Eau (lutte contre la pollution)	0,0	0,0	0,0
Subventions d'exploitation du budget général	0,0	0,0	0,0
RÉCETTES D'EXPLOITATION	30,0	35,1	65,1
COUVERTURE DU COUT DU SERVICE (hors contribution du budget général)	61%	179%	95%
Volumes facturés	48 943	70 509	119 452
Tarif d'équilibre	1,00	0,28	0,58
Tarif moyen facturé	0,61	0,50	0,54

1^{ère} approche prospective du budget eau potable « affermage »



2020 : intégration de Eydoche et Flachères dans le budget général.
 Maintien du budget annexe « affermage » pour Bévenais uniquement.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	2	2	2	2	0	0	0
Charges de personnel	34	35	36	36	33	34	35
Autres charges de gestion courante	1	1	1	1	0	0	0
Charges financières	8	10	11	10	7	7	7
Dépenses réelles d'exploitation	45	48	49	50	40	41	42
Dotations aux amortissements nettes	24	25	27	27	19	19	20
Remboursement du capital de la dette	10	13	16	16	11	12	14
Dotations aux amortissements	24	25	27	27	19	19	20
Autofinancement complémentaire (si RK>DAP)	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses du service	69	73	76	77	59	60	62
Recettes du service hors ventes d'eau	0	0	0	0	0	0	0
Coût net du service à couvrir par les ventes d'eau communautaires	69	73	76	77	59	60	62
Prix d'équilibre communautaire	0,58	0,61	0,64	0,65	1,20	1,23	1,26

A ce tarif d'équilibre communautaire s'ajoutera la part délégataire

Impacts sur les tarifs

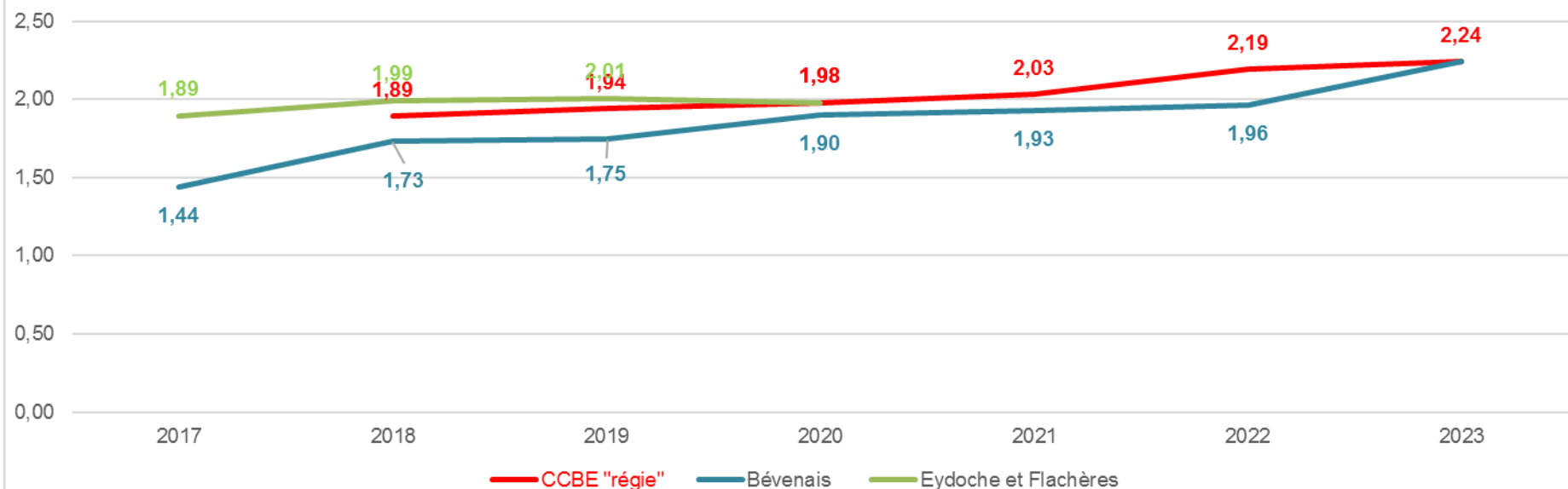


Part fixe délégataire	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bévenais	27,21	27,48	27,76	28,03	28,31	28,60
Eydoche	44,08	44,52	44,96			
Flachères	44,08	44,52	44,96			
Part variable délégataire	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bévenais	0,5438	0,5492	0,5547	0,5603	0,5659	0,5715
Eydoche	0,9413	0,9507	0,9602			
Flachères	0,9413	0,9507	0,9602			
Part fixe commune puis CCBE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bévenais	34	67,29	67,54	65,95	66,91	67,85
Eydoche	40	50,25	50,33			
Flachères	40	50,25	50,33			
Part variable puis CCBE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bévenais	0,384	0,39	0,40	0,56	0,57	0,59
Eydoche	0,252	0,25	0,25			
Flachères	0,252	0,25	0,25			
Part fixe consolidée						
Bévenais	61,21	94,77	95,30	93,99	95,22	96,45
Eydoche	84,08	94,77	95,30			
Flachères	84,08	94,77	95,30			
Part variable consolidée						
Bévenais	0,93	0,94	0,95	1,12	1,14	1,16
Eydoche	1,19	1,20	1,21			
Flachères	1,19	1,20	1,21			
Tarif pour 120m3						
Bévenais	172,5	207,5	209,5	227,9	231,7	235,5
Eydoche	227,3	239,1	240,8			
Flachères	227,3	239,1	240,8			
Tarif pour € HT/m3	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bévenais	1,44	1,73	1,75	1,90	1,93	1,96
Eydoche	1,89	1,99	2,01			
Flachères	1,89	1,99	2,01			

Impacts sur les tarifs



Evolution du tarif d'équilibre (€ HT/m³) applicable



- Globalement, le tarif d'équilibre de ce « secteur » tarifaire n'est pas très éloigné de celui du périmètre de la CCBE dans son ensemble.
- Il est proposé de maintenir les tarifs cibles arbitrés pour la suite des simulations tarifaires.



2. Scénarios de tarification progressive

Rappel des orientations issues de la commission du 31 mai 2017



- Mise en place d'une tarification progressive
- Définition de 4 tranches de facturation :
 - Tranche 1 : moins de 50m³
 - Tranche 2 : 51 à 100m³
 - Tranche 3 : 101 à 400 m³
 - Tranche 4 : plus de 401m³
- Tarif des tranches :
 - Tranche 2 : application de la part variable cible déterminée en janvier 2017
 - Tranche 4 (gros consommateurs) : application de ce même tarif cible
 - Tranches 1 et 3 : à déterminer, tranches « variables d'ajustement »
- Part fixe de 30% pour une facture de 120m³
- « Contraintes » financières posées :
 - Lever le même niveau de recettes tarifaires que celles arbitrées en janvier 2017, ce niveau de recettes devant permettre le financement du programme d'investissement.
 - S'assurer du niveau de recettes levées sur le budget eau potable « affermage » pour garantir son équilibre

Répartition des abonnés et volumes par tranches



- La répartition des volumes et abonnés sur laquelle s'appuient les simulations, a été obtenue à partir :
 - D'une exploitation des rôles du SIERA, du Grand Lemps, de Renage, du SIE du Grand Charpenne, de Oyeu et du SMEA de la Haute Bourbre (au titre de Châbons), soit 70% des abonnés du territoire,
 - D'une projection de cette répartition sur les autres communes du territoire.

	NOMBRE D'ABONNES					VOLUMES				
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4
Apprieu	1 456	402	508	518	28	165 611	62 055	38 847	27 767	36 942
Colombe	728	187	264	247	30	108 040	30 714	19 003	14 345	43 978
Châbons	499	167	150	174	8	47 940	19 517	12 469	8 416	7 538
Oyeu	420	168	116	134	2	33 174	14 646	10 019	7 093	1 416
Le Grand Lemps	1 299	421	448	416	14	120 555	52 518	31 522	20 400	16 115
Renage	1 679	678	550	426	25	143 574	65 017	34 653	19 490	24 414
Eydoche-Flachères	482	154	132	185	11	48 715	19 285	12 758	8 990	7 682
TOTAL ROLES	6 563	2 177	2 168	2 100	118	667 609	263 752	159 271	106 501	138 085

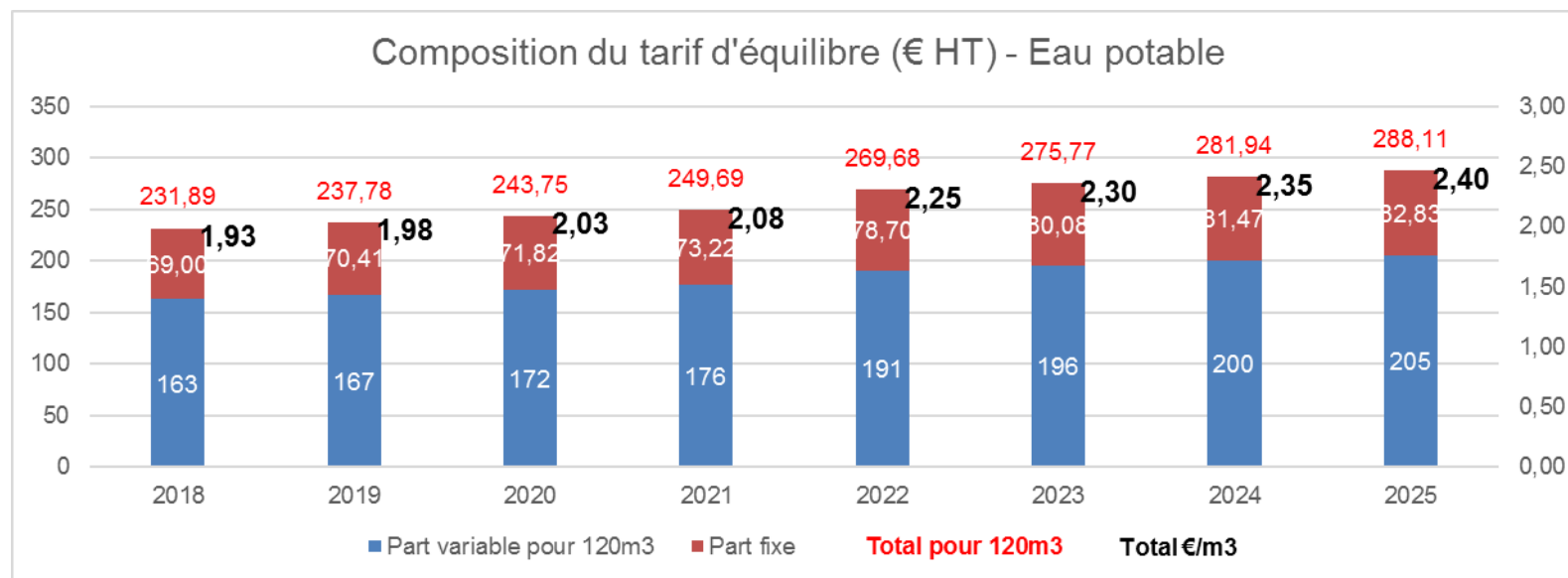
Beaucroissant	729	242	241	233	13	72 826	28 771	17 374	11 618	15 063
Bévenais	480	159	159	154	8	48 943	19 336	11 676	7 808	10 123
Bizonnes	429	142	142	137	8	46 700	18 450	11 141	7 450	9 659
Burcin	63	21	21	20	1	7 869	3 109	1 877	1 255	1 628
Izeaux	1 028	341	340	329	18	97 548	38 538	23 272	15 561	20 176
TOTAL ESTIMATIONS	2 729	905	903	873	48	273 886	108 204	65 341	43 692	56 649

TOTAL	9 292	3 082	3 071	2 973	166	941 495	371 956	224 612	150 193	194 734
Répartition par tranche		33,2%	33,0%	32,0%	1,8%		39,5%	23,9%	16,0%	20,7%

Niveaux des parts fixe et variable en fonction du tarif d'équilibre *Eau potable*



- Pour une facture de 120m³, avec une part fixe de 30%, la composition de la facture s'établirait comme suit :



- Pour les scénarios de tarification progressive, le niveau de part fixe ainsi présenté est conservé.
- Le niveau de part variable est réparti entre les différentes tranches de facturation.

Exemple de tarification progressive Eau potable



- Détermination des niveaux de parts fixe et variable de manière à ce que tous les usagers payent le même prix de l'eau pour une consommation de 120m³, quel que soit le mode de gestion.
- 3 séries de tarifs communautaires seraient donc à fixer pour 2018 :
 - Pour les communes dont le service est géré en régie
 - Pour Bévenais (affermage)
 - Pour Eydoche et Flachères (affermage)

TARIFS COMMUNAUTAIRES 2018 (€ HT)			
	Communes en régie	Bévenais	Eydoche et Flachères
Part fixe	69,00	41,68	24,56
Part variable 1	1,1000	0,6540	0,3292
Part variable 2	1,3600	0,8085	0,4070
Part variable 3	1,9965	1,1870	0,5975
Part variable 4	1,3600	0,8085	0,4070

ESTIMATION DES TARIFS DELEGATAIRES 2018 (en € HT)			
	Bévenais	Eydoche	Flachères
PF délégataire	27,48	44,52	44,52
PV délégataire	0,55	0,95	0,95
Total délégataire pour 120m³	93,39	158,61	158,61

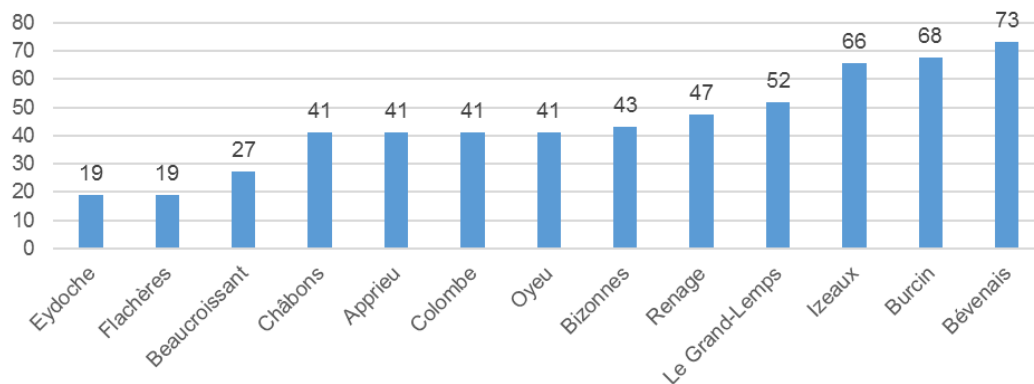
Ajout de la part communautaire aux parts délégataires de Bévenais, Eydoche et Flachères

Exemple de tarification progressive Eau potable



EAU POTABLE - FACTURATION POUR 120M3 (avec TVA)				
	2017	2018	Ecart en €	Ecart en %
Apprieu	203	245	41	20%
Beaucroissant	217	245	27	13%
Bévenais	172	245	73	43%
Bizonnes	202	245	43	21%
Burcin	177	245	68	38%
Châbons	204	245	41	20%
Colombe	203	245	41	20%
Eydoche	226	245	19	8%
Flachères	226	245	19	8%
Le Grand-Lemps	193	245	52	27%
Izeaux	179	245	66	37%
Oyeu	203	245	41	20%
Renage	197	245	47	24%

Evolution de la facturation 2017-2018 en € pour 120m³
Eau potable



Détail des recettes levées Eau potable



RECETTES COMMUNAUTAIRES LEVEES (en €)							
	Part fixe	Part variable					TOTAL
		T1	T2	T3	T4	TOTAL	
Apprieu	100 464	68 261	52 832	55 438	50 241	226 771	327 235
Colombe	50 232	33 785	25 844	28 640	59 810	148 080	198 312
Châbons	34 431	21 469	16 958	16 803	10 252	65 481	99 912
Oyeu	28 980	16 111	13 626	14 161	1 926	45 824	74 804
Le Grand Lemps	89 631	57 770	42 870	40 729	21 916	163 285	252 916
Renage	115 851	71 519	47 128	38 913	33 203	190 762	306 613
Eydoche-Flachères	11 838	6 349	5 193	5 372	3 127	20 040	31 878
Beaucroissant	50 301	31 648	23 629	23 195	20 486	98 958	149 259
Bévenais	20 006	12 645	9 441	9 267	8 185	39 538	59 544
Bizonnes	29 601	20 295	15 152	14 874	13 137	63 457	93 058
Burcin	4 347	3 420	2 553	2 506	2 214	10 693	15 040
Izeaux	70 932	42 392	31 650	31 069	27 440	132 551	203 483
TOTAL	606 615	385 662	286 875	280 968	251 935	1 205 440	1 812 055
<i>Dont budget annexe "affermage"</i>	31 845	18 994	14 633	14 639	11 312	59 578	91 423
<i>Rappel du besoin de financement à couvrir par les ventes d'eau</i>							95 917

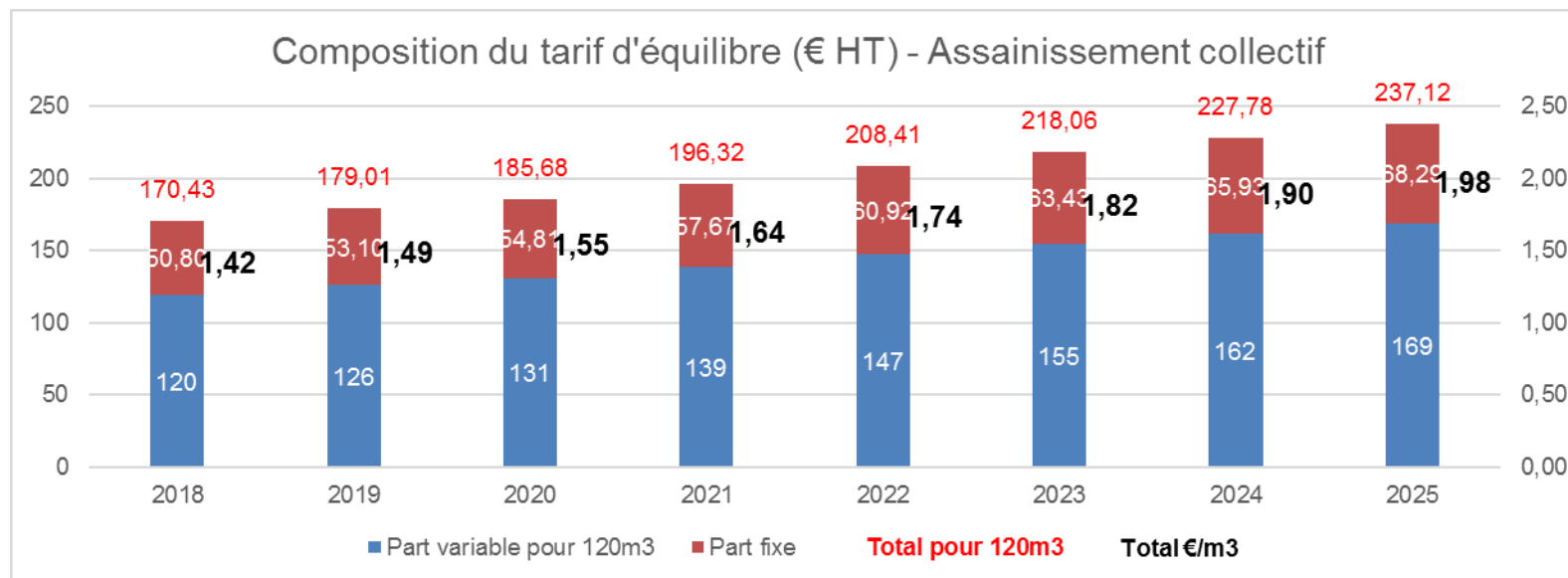
Globalement, les recettes levées sur les communes en affermage couvrent le besoin de financement (léger « déficit d'exploitation » de 4,5k€ à ajuster par le niveau des charges)



Niveaux des parts fixe et variable en fonction du tarif d'équilibre *Assainissement collectif*



- Pour une facture de 120m³, avec une part fixe de 30%, la composition de la facture s'établirait comme suit :



- Pour les scénarios de tarification progressive, le niveau de part fixe ainsi présenté est conservé.
- Le niveau de part variable est réparti entre les différentes tranches de facturation.

Exemple de tarification progressive Assainissement collectif



- Pour l'assainissement collectif, tous les services étant gérés en régie, seule une part communautaire sera appliquée sur les usagers, et celle-ci sera identique sur toutes les communes.

TARIFS COMMUNAUTAIRES 2018 (€ HT)	
Part fixe	50,80
Part variable 1	0,7500
Part variable 2	1,0000
Part variable 3	1,6902
Part variable 4	1,0000

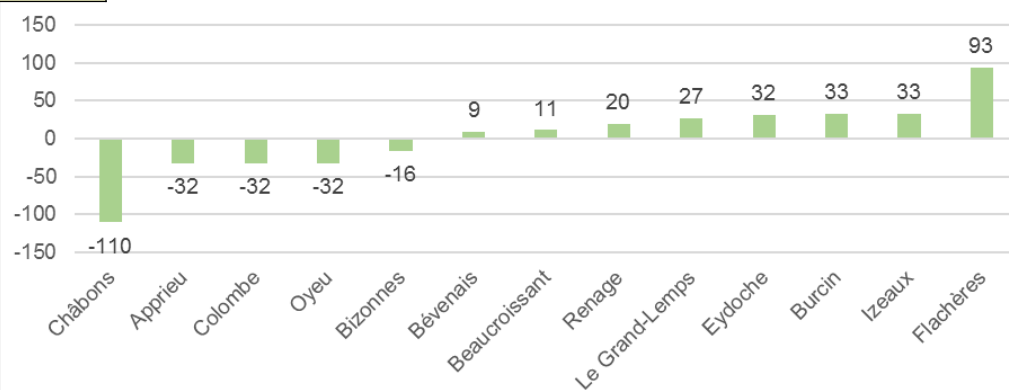
Exemple de tarification progressive Assainissement collectif



ASSAINISSEMENT - FACTURATION POUR 120M3 (avec TVA)

	2017	2018	Ecart en €	Ecart en %
Apprieu	222	189	-32	-15%
Beaucroissant	178	189	11	6%
Bévenais	180	189	9	5%
Bizonnes	205	189	-16	-8%
Burcin	156	189	33	21%
Châbons	300	189	-110	-37%
Colombe	222	189	-32	-15%
Eydoche	158	189	32	20%
Flachères	96	189	93	97%
Le Grand-Lemps	162	189	27	17%
Izeaux	156	189	33	21%
Oyeu	222	189	-32	-15%
Renage	170	189	20	12%

Evolution de la facturation 2017-2018 en € pour 120m³ -
Assainissement collectif



Détail des recettes levées Assainissement collectif

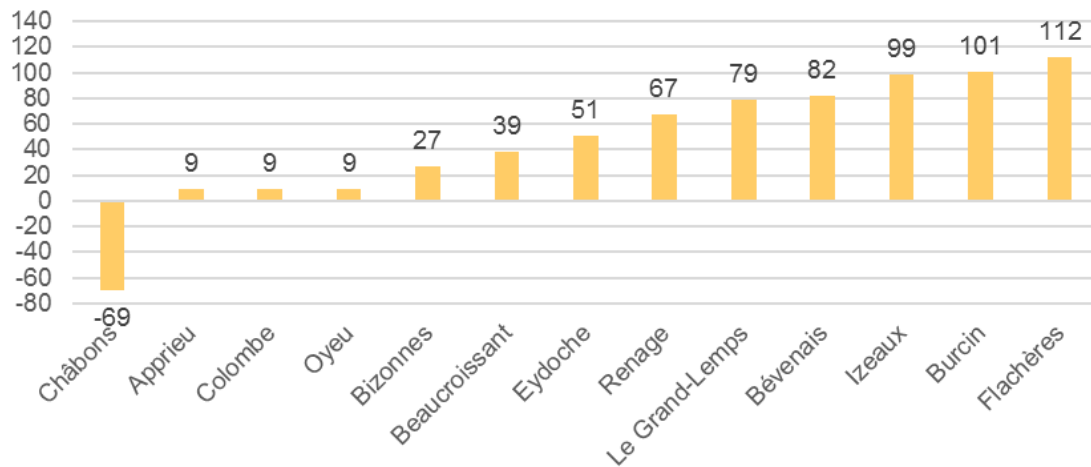


RECETTES COMMUNAUTAIRES LEVEES (en €)							
	Part fixe	Part variable					TOTAL
		T1	T2	T3	T4	TOTAL	
Apprieu	55 880	28 157	23 502	28 393	22 350	102 401	158 281
Colombe	30 734	13 819	11 400	14 545	26 383	66 147	96 881
Châbons	37 389	20 922	17 822	20 331	10 774	69 848	107 237
Oyeu	14 732	8 297	7 568	9 055	1 070	25 989	40 721
Le Grand Lemps	54 762	30 395	24 325	26 607	12 436	93 762	148 524
Renage	84 633	51 662	36 713	34 899	25 865	149 139	233 772
Eydoche	8 382	4 566	4 028	4 797	2 425	15 816	24 198
Flachères	19 406	6 260	5 522	6 576	3 325	21 683	41 088
Beaucroissant	24 384	12 872	10 364	11 713	8 986	43 935	68 319
Bévenais	19 050	11 036	8 886	10 042	7 704	37 667	56 717
Bizonnes	19 406	9 091	7 320	8 273	6 346	31 030	50 435
Burcin	4 623	1 730	1 393	1 574	1 208	5 904	10 527
Izeaux	45 568	21 805	17 557	19 842	15 221	74 425	119 992
TOTAL	418 948	220 611	176 397	196 646	144 090	737 745	1 156 693

Synthèse



Evolution de la facturation 2017-2018 en € pour 120m³
Eau potable + assainissement collectif



	Total pour 120m ³	€/m ³
Châbons	-69	-0,58
Apprieu	9	0,07
Colombe	9	0,07
Oyeu	9	0,07
Bizonnes	27	0,23
Beaucroissant	39	0,32
Eydoche	51	0,42
Renage	67	0,56
Le Grand-Lemps	79	0,66
Bévenais	82	0,69
Izeaux	99	0,83
Burcin	101	0,84
Flachères	112	0,94

Annexe n°5 :

Simulations financières associées au transfert des compétences eau et
assainissement –

Stratorial finances du 20 septembre 2017



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BIEVRE EST

Simulations financières associées au transfert
des compétences eau et assainissement

Réunion de la commission eau et assainissement
du 20 septembre 2017

Pierre BEJAJI
pierre.bejjaji@stratorial-finances.fr

Rozenn LE CALVEZ
rozenn.lecalvez@stratorial-finances.fr

04.76.06.10.00

13 rue de Charenton
75 012 PARIS
Tél. : 01 42 60 15 18 - Fax : 01 42 60 15 73

58 cours Becquart Castelbon - BP 346
38 509 VOIRON cedex
Tél. : 04 76 06 10 00 - Fax : 04 76 06 33 76

Rappel des décisions issues de la commission du 5 juillet 2017



- Définition de 4 tranches de facturation :
 - Tranche 1 : moins de 50m³
 - Tranche 2 : 51 à 100m³
 - Tranche 3 : 101 à 400 m³
 - Tranche « professionnels » (notée tranche 4 ci-après) : **dès le 1^{er} m³** (et non à partir de 400m³ comme initialement proposé)

- Objet du document :
 - Définir les tarifs appliqués sur chacune des communes pendant la période de lissage de convergence tarifaire (2018-2021, avec un tarif unique en 2021)
 - Simuler les recettes afférentes et l'impact budgétaire du lissage (-> éventuel déficit d'exploitation)



1. Eau potable

Proposition de parts fixe et variable communautaires 2018-2021

Eau potable

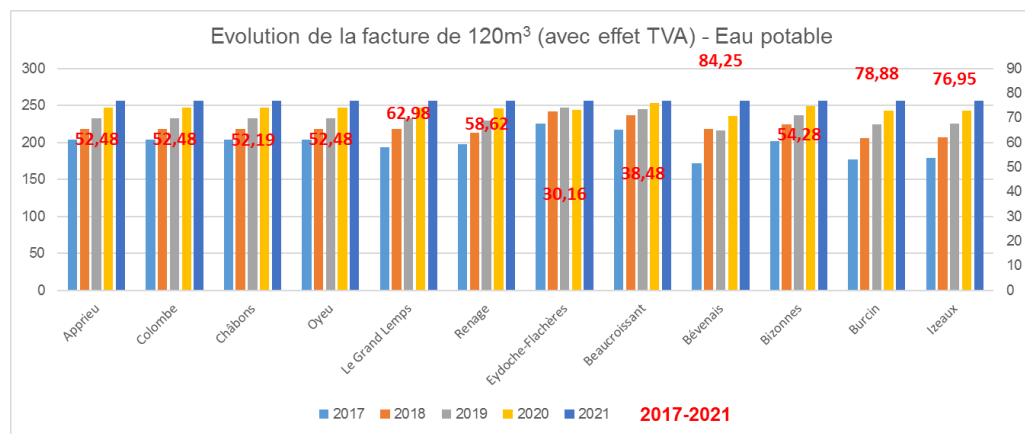


	2018					2019					2020					2021				
	Part fixe	T1	T2	T3	T4	Part fixe	T1	T2	T3	T4	Part fixe	T1	T2	T3	T4	Part fixe	T1	T2	T3	T4
Apprieu	56	1,02	1,26	1,84	1,26	62	1,07	1,33	1,94	1,33	67	1,13	1,39	2,04	1,39	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Colombe	56	1,02	1,26	1,84	1,26	62	1,07	1,33	1,94	1,33	67	1,13	1,39	2,04	1,39	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Châbons	77	0,88	1,09	1,59	1,09	76	0,98	1,21	1,77	1,21	74	1,08	1,34	1,95	1,34	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Oyeu	56	1,02	1,26	1,84	1,26	62	1,07	1,33	1,94	1,33	67	1,13	1,39	2,04	1,39	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Le Grand Lemps	70	0,92	1,14	1,66	1,14	71	1,01	1,25	1,82	1,25	72	1,09	1,35	1,98	1,35	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Renage	34	1,13	1,40	2,05	1,40	47	1,15	1,42	2,08	1,42	60	1,16	1,44	2,11	1,44	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Eydoche-Flachères	37	0,24	0,30	0,32	0,30	33,46	0,29	0,36	0,39	0,36	75,83	1,13	1,39	1,49	1,39	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Beaucroissant	54	1,16	1,43	2,09	1,43	60	1,16	1,44	2,11	1,44	67	1,17	1,45	2,12	1,45	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Bévenais	57	0,41	0,51	0,54	0,51	39,33	0,51	0,64	0,68	0,64	42,12	0,62	0,77	0,82	0,77	44,91	0,72	0,89	1,03	0,89
Bizonnes	86	0,86	1,06	1,55	1,06	82	0,97	1,20	1,75	1,20	77	1,07	1,33	1,94	1,33	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Burcin	120	0,51	0,63	0,92	0,63	104	0,73	0,91	1,32	0,91	89	0,96	1,18	1,73	1,18	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46
Izeaux	53	0,97	1,20	1,75	1,20	59	1,04	1,29	1,88	1,29	66	1,11	1,37	2,01	1,37	73,22	1,30	1,46	1,57	1,46

Impacts de la convergence tarifaire sur la facture *Eau potable*



FACTURE 120m3 (avec effet TVA)					
	2017	2018	2019	2020	2021
Apprieu	203	218	232	247	256
Colombe	203	218	232	247	256
Châbons	204	218	233	247	256
Oyeu	203	218	232	247	256
Le Grand Lemps	193	218	232	247	256
Renage	197	213	229	245	256
Eydoche-Flachères	226	242	247	244	256
Beaucroissant	217	237	245	253	256
Bévenais	172	219	216	235	256
Bizonnes	202	225	237	249	256
Burcin	177	205	224	243	256
Izeaux	179	207	225	243	256



FACTURE 80m3 (avec effet TVA)						
	2017	2018	2019	2020	2021	Ecart 2017-2021
Apprieu	150	152	163	175	192	42
Colombe	150	152	163	175	192	42
Châbons	159	162	170	178	192	33
Oyeu	150	152	163	175	192	42
Le Grand Lemps	152	159	168	177	192	40
Renage	138	140	155	171	192	54
Eydoche-Flachères	178	188	191	183	192	14
Beaucroissant	161	163	170	178	192	31
Bévenais	135	173	165	178	191	57
Bizonnes	164	169	175	180	192	28
Burcin	163	173	177	181	192	29
Izeaux	135	144	158	172	192	58

FACTURE 40m3 (avec effet TVA)						
	2017	2018	2019	2020	2021	Ecart 2017-2021
Apprieu	100	102	110	119	132	32
Colombe	100	102	110	119	132	32
Châbons	118	118	121	124	132	14
Oyeu	100	102	110	119	132	32
Le Grand Lemps	111	113	118	122	132	22
Renage	80	84	98	113	132	52
Eydoche-Flachères	131	136	136	127	132	1
Beaucroissant	104	105	113	120	132	28
Bévenais	98	130	116	124	132	34
Bizonnes	127	127	127	127	132	5
Burcin	149	148	141	134	132	-17
Izeaux	90	96	107	117	132	42

Recettes communautaires levées pendant la convergence tarifaire *Eau potable*



	2018						2019					
	Part fixe	Part variable				TOTAL	Part fixe	Part variable				TOTAL
		T1	T2	T3	T4			T1	T2	T3	T4	
Apprieu	81 252	63 116	48 850	51 092	46 455	290 764	90 382	66 504	51 472	53 834	48 948	311 140
Colombe	40 626	31 239	23 896	26 395	55 302	177 459	45 160	32 916	25 179	27 812	58 271	189 338
Châbons	38 277	17 128	13 529	13 361	8 179	90 474	37 924	19 101	15 087	14 901	9 121	96 134
Oyeu	23 438	14 896	12 599	13 051	1 781	65 765	26 061	15 696	13 275	13 752	1 876	70 660
Le Grand Lemps	91 294	48 318	35 856	33 954	18 331	227 754	93 208	52 885	39 245	37 163	20 063	242 564
Renage	57 657	73 622	48 514	39 926	34 180	253 899	79 984	74 674	49 207	40 496	34 668	279 030
Eydoche-Flachères	17 600	4 715	3 856	2 915	2 322	31 408	16 230	5 643	4 615	3 488	2 779	32 756
Beaucroissant	39 042	33 277	24 845	24 309	21 540	143 013	44 181	33 510	25 019	24 479	21 691	148 879
Bévenais	27 327	7 938	5 927	4 251	5 138	50 581	18 994	9 954	7 432	5 330	6 443	48 153
Bizonnes	36 810	15 855	11 838	11 582	10 263	86 348	35 256	17 832	13 314	13 027	11 543	90 971
Burcin	7 532	1 578	1 178	1 153	1 021	12 462	6 559	2 276	1 699	1 662	1 473	13 669
Izeaux	54 075	37 327	27 868	27 267	24 161	170 699	61 497	40 054	29 904	29 260	25 927	186 642
TOTAL	514 931	349 010	258 756	249 256	228 672	1 600 625	555 436	371 045	275 449	265 204	242 803	1 709 936

	2020						2021					
	Part fixe	Part variable				TOTAL	Part fixe	Part variable				TOTAL
		T1	T2	T3	T4			T1	T2	T3	T4	
Apprieu	99 639	69 892	54 094	56 577	51 442	331 644	109 025	80 672	56 717	43 482	53 935	343 830
Colombe	49 752	34 593	26 462	29 229	61 239	201 275	54 402	39 928	27 744	22 464	64 208	208 747
Châbons	37 563	21 074	16 646	16 440	10 063	101 787	37 196	25 372	18 205	13 179	11 005	104 957
Oyeu	28 719	16 496	13 951	14 452	1 972	75 590	31 411	19 040	14 628	11 107	2 067	78 254
Le Grand Lemps	95 140	57 451	42 634	40 372	21 796	257 392	97 090	68 273	46 022	31 946	23 528	266 859
Renage	102 623	75 726	49 900	41 067	35 156	304 472	125 572	84 522	50 593	30 521	35 644	326 853
Eydoche-Flachères	37 003	21 697	17 746	13 413	10 686	100 544	35 951	25 071	18 627	14 078	11 216	104 942
Beaucroissant	49 399	33 743	25 192	24 649	21 841	154 824	54 695	37 403	25 366	18 193	21 992	157 649
Bévenais	20 469	11 969	8 936	6 409	7 748	55 532	21 960	13 984	10 440	8 022	9 051	63 457
Bizonnes	33 676	19 810	14 790	14 471	12 823	95 569	32 070	23 985	16 266	11 666	14 102	98 090
Burcin	5 586	2 973	2 220	2 172	1 925	14 876	4 613	4 041	2 741	1 966	2 376	15 737
Izeaux	69 001	42 782	31 941	31 252	27 692	202 668	76 588	50 100	33 977	24 369	29 457	214 491
TOTAL	628 570	408 205	304 513	290 502	264 382	1 896 172	680 574	472 390	321 326	230 993	278 584	1 983 866

Déficit d'exploitation
Eau potable



DEFICIT D'EXPLOITATION (en k€)				
	2018	2019	2020	2021
Recettes levées	1 600,6	1 709,9	1 896,2	1 983,9
Recettes attendues	1 811,5	1 871,1	1 953,1	1 981,6
Déficit d'exploitation	-210,9	-161,2	-56,9	2,3

**430k€ de déficit d'exploitation
cumulé entre 2018 et 2020**

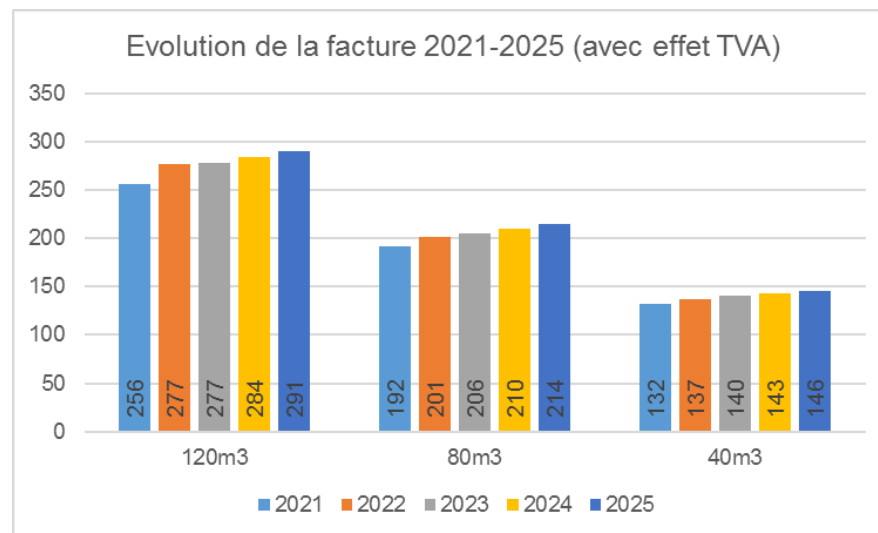
Tarifs d'équilibre 2022-2025 Eau potable



- Les tarifs suivants seraient à appliquer à l'ensemble du territoire à l'horizon 2022 pour atteindre strictement les recettes nécessaires à l'équilibre du budget.

TARIFS D'EQUILIBRE COMMUNAUTAIRES 2022-2025 (€ HT)				
	2022	2023	2024	2025
Part fixe	78,70	80,08	81,47	82,83
Part variable 1	1,29	1,32	1,35	1,38
Part variable 2	1,59	1,63	1,67	1,71
Part variable 3	2,00	1,77	1,84	1,90
Part variable 4	1,59	1,63	1,67	1,71

DEFICIT D'EXPLOITATION (en k€)				
	2022	2023	2024	2025
Recettes levées	2 154,5	2 210,7	2 267,7	2 325,0
Recettes attendues	2 154,5	2 210,7	2 267,7	2 325,0
Déficit d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0





2. Assainissement collectif

Proposition de parts fixe et variable communautaires 2018-2021 *Assainissement collectif*

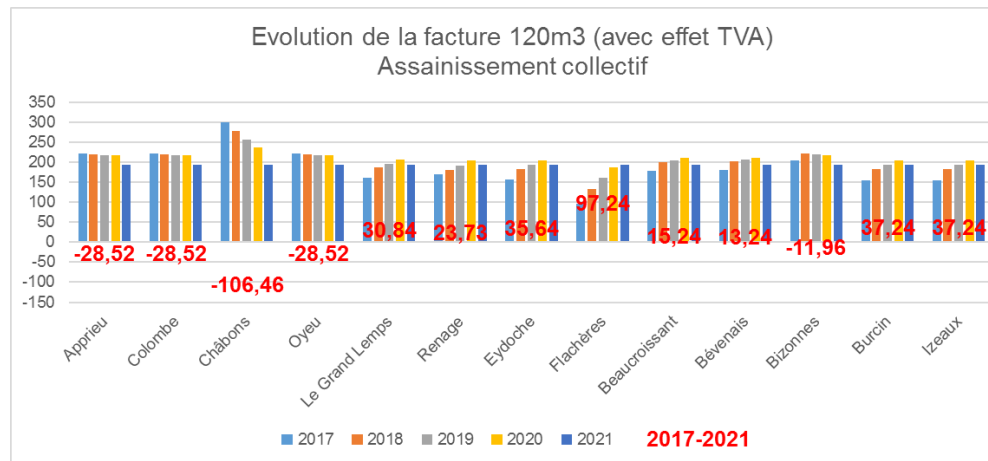


	2018					2019					2020					2021				
	Part fixe	T1	T2	T3	T4	Part fixe	T1	T2	T3	T4	Part fixe	T1	T2	T3	T4	Part fixe	T1	T2	T3	T4
Apprieu	60	0,95	1,18	1,73	1,18	60	0,95	1,18	1,73	1,18	60	0,95	1,18	1,73	1,18	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Colombe	60	0,95	1,18	1,73	1,18	60	0,95	1,18	1,73	1,18	60	0,95	1,18	1,73	1,18	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Châbons	96	1,06	1,31	1,92	1,31	83	1,02	1,26	1,84	1,26	71	0,98	1,21	1,77	1,21	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Oyeu	60	0,95	1,18	1,73	1,18	60	0,95	1,18	1,73	1,18	60	0,95	1,18	1,73	1,18	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Le Grand Lemps	31	0,94	1,17	1,71	1,17	40	0,94	1,17	1,70	1,17	49	0,94	1,16	1,70	1,16	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Renage	17	0,99	1,23	1,80	1,23	31	0,97	1,21	1,76	1,21	44	0,96	1,18	1,73	1,18	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Eydoche	44	0,83	1,03	1,50	1,03	49	0,87	1,07	1,57	1,07	53	0,90	1,12	1,63	1,12	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Flachères	37	0,57	0,70	1,03	0,70	44	0,69	0,86	1,25	0,86	51	0,81	1,01	1,47	1,01	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Beaucroissant	31	1,02	1,27	1,85	1,27	40	0,99	1,23	1,80	1,23	49	0,97	1,20	1,75	1,20	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Bévenais	46	0,93	1,15	1,69	1,15	50	0,93	1,16	1,69	1,16	54	0,94	1,16	1,69	1,16	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Bizonnes	82	0,78	0,96	1,40	0,96	74	0,78	0,96	1,40	0,96	66	0,78	0,96	1,40	0,96	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Burcin	82	0,57	0,70	1,03	0,70	74	0,69	0,86	1,25	0,86	66	0,81	1,01	1,47	1,01	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46
Izeaux	14	1,02	1,27	1,85	1,27	29	0,99	1,23	1,80	1,23	43	0,97	1,20	1,75	1,20	57,67	0,70	1,16	1,25	1,46

Impacts de la convergence tarifaire sur la facture *Assainissement collectif*



FACTURE 120m3 (avec effet TVA)					
	2017	2018	2019	2020	2021
Apprieu	222	220	219	217	193
Colombe	222	220	219	217	193
Châbons	300	278	258	237	193
Oyeu	222	220	219	217	193
Le Grand Lemps	162	188	197	207	193
Renage	170	181	193	204	193
Eydoche	158	184	195	205	193
Flachères	96	133	161	188	193
Beaucroissant	178	201	206	211	193
Bévenais	180	202	207	212	193
Bizonnes	205	223	221	218	193
Burcin	156	183	194	205	193
Izeaux	156	182	194	205	193



FACTURE 80m3 (avec effet TVA)						Ecart 2017-2021
	2017	2018	2019	2020	2021	
Apprieu	164	156	155	154	140	-24
Colombe	164	156	155	154	140	-24
Châbons	229	207	189	171	140	-89
Oyeu	164	156	155	154	140	-24
Le Grand Lemps	116	124	134	144	140	25
Renage	114	114	127	140	140	26
Eydoche	118	128	137	145	140	22
Flachères	74	95	114	134	140	66
Beaucroissant	126	132	139	146	140	14
Bévenais	134	140	144	149	140	6
Bizonnes	167	168	163	158	140	-27
Burcin	134	145	147	150	140	6

FACTURE 40m3 (avec effet TVA)						Ecart 2017-2021
	2017	2018	2019	2020	2021	
Apprieu	112	107	106	106	94	-18
Colombe	112	107	106	106	94	-18
Châbons	169	153	137	121	94	-75
Oyeu	112	107	106	106	94	-18
Le Grand Lemps	69	76	85	95	94	25
Renage	59	63	77	91	94	35
Eydoche	79	85	92	98	94	15
Flachères	52	66	79	92	94	42
Beaucroissant	74	79	88	96	94	20
Bévenais	88	92	96	100	94	6
Bizonnes	128	126	119	112	94	-34
Burcin	112	115	112	108	94	-18

Recettes communautaires levées pendant la convergence tarifaire *Assainissement collectif*



	2018						2019					
	Part fixe	Part variable				TOTAL	Part fixe	Part variable				TOTAL
		T1	T2	T3	T4			T1	T2	T3	T4	
Apprieu	65 359	35 679	27 615	28 882	26 261	183 796	65 189	35 527	27 497	28 759	26 149	183 122
Colombe	35 948	17 511	13 395	14 796	31 000	112 649	35 831	17 437	13 338	14 733	30 868	112 206
Châbons	70 917	29 557	23 347	23 057	14 114	160 992	61 927	28 429	22 455	22 177	13 575	148 564
Oyeu	17 231	10 513	8 892	9 211	1 257	47 104	17 239	10 469	8 854	9 172	1 251	46 985
Le Grand Lemps	33 329	38 269	28 399	26 893	14 518	141 409	43 221	38 187	28 338	26 835	14 487	151 069
Renage	29 143	68 388	45 065	37 087	31 750	211 433	51 887	67 135	44 239	36 408	31 168	230 836
Eydoche	7 329	5 047	4 128	4 257	2 486	23 247	8 058	5 269	4 310	4 443	2 595	24 675
Flachères	14 102	4 743	3 879	4 000	2 336	29 059	16 964	5 772	4 721	4 868	2 843	35 168
Beaucroissant	14 840	17 561	13 111	12 828	11 367	69 706	19 240	17 075	12 748	12 473	11 052	72 588
Bévenais	17 219	13 716	10 241	10 020	8 878	60 074	18 838	13 746	10 263	10 041	8 898	61 785
Bizonnes	31 292	9 902	7 393	7 234	6 410	62 231	28 426	10 392	7 759	7 592	6 727	60 896
Burcin	7 454	1 311	978	957	848	11 549	6 719	1 595	1 191	1 165	1 032	11 702
Izeaux	12 932	29 747	22 209	21 730	19 255	105 873	26 038	28 924	21 595	21 129	18 722	116 407
TOTAL	357 097	281 945	208 652	200 951	170 478	1 219 123	399 577	279 957	207 308	199 795	169 367	1 256 004

	2020						2021					
	Part fixe	Part variable				TOTAL	Part fixe	Part variable				TOTAL
		T1	T2	T3	T4			T1	T2	T3	T4	
Apprieu	65 010	35 376	27 380	28 636	26 037	182 439	64 821	26 280	27 262	20 998	32 630	171 992
Colombe	35 709	17 362	13 281	14 670	30 736	111 758	35 582	12 898	13 224	10 757	38 519	110 980
Châbons	52 783	27 301	21 564	21 297	13 036	135 981	43 483	19 527	20 673	15 036	15 730	114 449
Oyeu	17 243	10 424	8 816	9 133	1 246	46 862	17 243	7 744	8 778	6 697	1 562	42 024
Le Grand Lemps	53 238	38 106	28 277	26 778	14 456	160 854	63 379	28 369	28 217	19 678	18 156	157 798
Renage	74 918	65 881	43 413	35 728	30 586	250 525	98 270	48 217	42 587	25 811	37 763	252 648
Eydoche	8 787	5 491	4 491	4 630	2 704	26 102	9 516	4 262	4 672	3 548	3 541	25 538
Flachères	19 793	6 802	5 563	5 736	3 350	41 244	22 664	5 843	6 405	4 864	4 854	44 630
Beaucroissant	23 694	16 589	12 385	12 118	10 738	75 523	28 201	12 014	12 022	8 663	13 119	74 019
Bévenais	20 480	13 776	10 285	10 063	8 917	63 521	22 145	10 300	10 307	7 427	11 247	61 427
Bizonnes	25 512	10 883	8 125	7 950	7 044	59 513	22 549	8 485	8 491	6 118	9 265	54 909
Burcin	5 983	1 879	1 403	1 373	1 217	11 856	5 248	1 614	1 616	1 164	1 763	11 405
Izeaux	39 317	28 101	20 980	20 528	18 189	127 114	52 768	20 351	20 366	14 675	22 223	130 383
TOTAL	442 465	277 968	205 964	198 639	168 256	1 293 293	485 870	205 904	204 621	145 435	210 372	1 252 201

Déficit d'exploitation
Assainissement collectif



DEFICIT D'EXPLOITATION (en k€)				
	2018	2019	2020	2021
Recettes levées	1 219,1	1 256,0	1 293,3	1 252,2
Recettes attendues	1 071,3	1 121,1	1 184,6	1 227,3
Déficit d'exploitation	147,8	134,9	108,7	24,9

Pas de déficit d'exploitation :
recettes levées supérieures aux
recettes nécessaires à l'équilibre
du budget

Tarifs d'équilibre 2022-2025 Assainissement collectif



- Les tarifs suivants seraient à appliquer à l'ensemble du territoire à l'horizon 2022 pour atteindre les recettes nécessaires à l'équilibre du budget.

TARIFS D'EQUILIBRE COMMUNAUTAIRES 2022-2025 (€ HT)				
	2022	2023	2024	2025
Part fixe	78,70	80,08	81,47	82,83
Part variable 1	1,29	1,32	1,35	1,38
Part variable 2	1,59	1,63	1,67	1,71
Part variable 3	2,00	1,77	1,84	1,90
Part variable 4	1,59	1,63	1,67	1,71

DEFICIT D'EXPLOITATION (en k€)				
	2022	2023	2024	2025
Recettes levées	1 325,4	1 402,7	1 467,3	1 531,1
Recettes attendues	1 311,7	1 379,6	1 447,8	1 513,7
Déficit d'exploitation	13,7	23,0	19,5	17,4

Recettes levées légèrement supérieures aux recettes attendues

